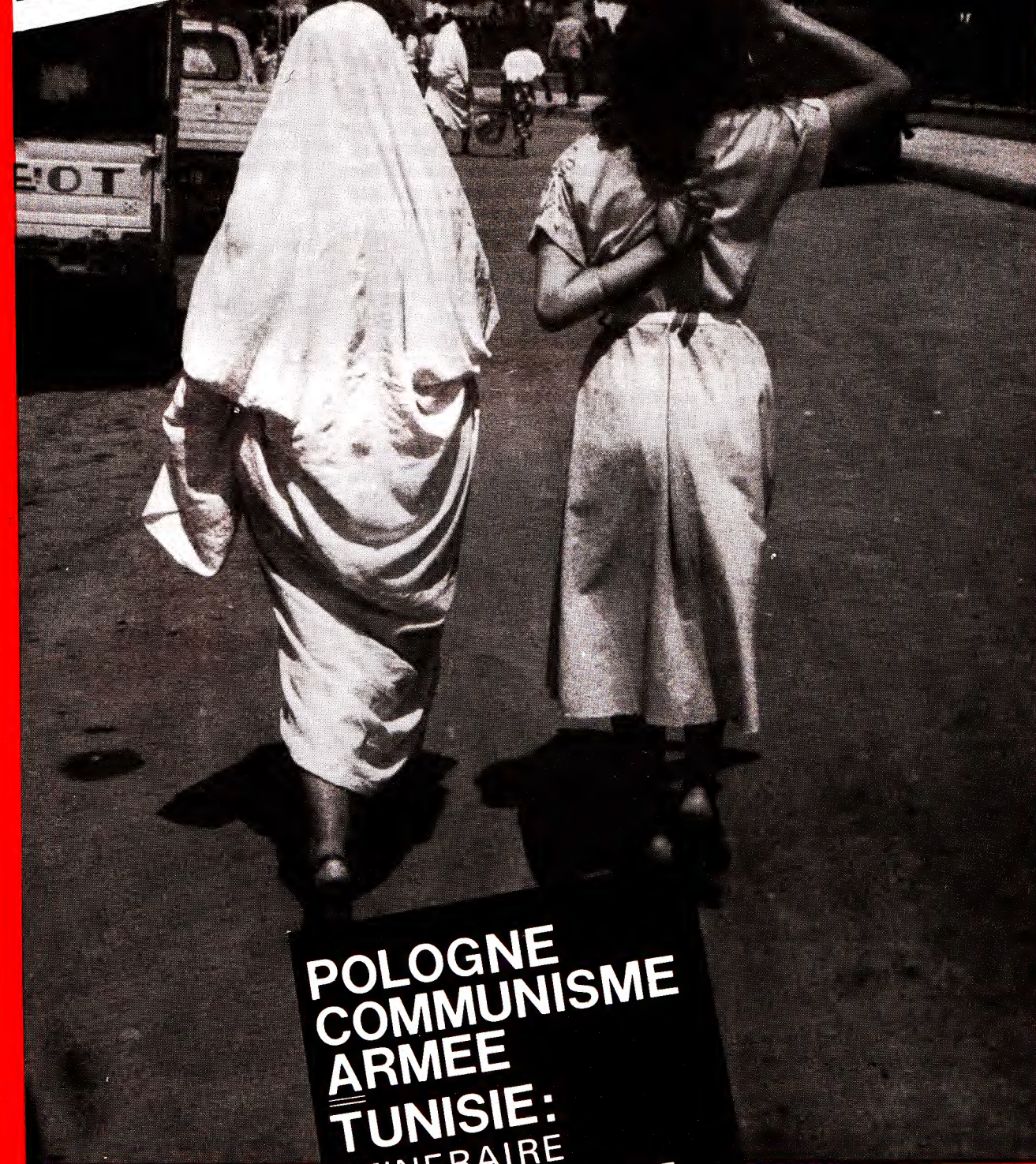


1802
IRL mensuel d'expressions libertaires



**POLOGNE
COMMUNISME
ARMEE
TUNISIE:
ITINERAIRE
D'UN LIBERTAIRE**

GERMINAL A AMIENS

Depuis plus d'un an, le Groupe Anarchiste d'Amiens de la FA édite un bon journal de contre-information: GERMINAL. Des articles sur le nucléaire, l'écologie, la gauche au pouvoir, des poèmes, des informations locales, des dossiers... Et surtout une rubrique très originale sur la Mémoire Anarchiste amiénoise, historique du mouvement anarchiste à travers les âges dans la ville d'Amiens: très intéressant et bien documenté. **GERMINAL BP 7 80330 LONGUEAU** (50 frs pour 10 numéros ou plus de soutien).

CONTRE VENTS A BOURGOIN

Le numéro 1 de CONTRE VENTS, journal du Collectif Anarchiste de Bourgoin-Jallieu (Isère) vient de paraître. Des articles sur l'armée, la gauche... On peut se le procurer à la **LIBRAIRIE LA GRYFFE 5 rue Sébastien Gryphe 69007 LYON.**

ESQUISSE

Le numéro 4-5 d'ESQUISSE, revue poétique et littéraire d'expression libertaire vient de sortir. L'abonnement pour 3 numéros est de 30 francs; il suffit d'écrire à **L'ESPAVENTAU BP 20 83320 CARQUEIRANNE.**

L'ANARCHIE ET L'EGLISE

C'est le titre de la brochure que vient d'éditer la Liaison Bas-Rhin de la Fédération Anarchiste; le texte est d'Elisée Reclus. Elle coûte 5 francs. **REMON BP 35 67340 INGWILLER.**

DEBATS A LA GRYFFE - LYON

Pour ceux qui ont la chance d'habiter à Lyon et sa banlieue, deux nouveaux débats sont annoncés pour février à LA GRYFFE:

- le 6 février, rencontre avec Emmanuel Reynaud qui parlera de son livre « La Sainte Virilité » (Editions Syros)
- le 13 février, Ronald Creagh présentera l'« Histoire de l'Anarchisme aux Etats-Unis d'Amérique » (Editions la Pensée Sauvage).

Un débat sur Elisée Reclus devrait avoir lieu courant avril; des débats sur la prostitution sont aussi prévus.

L'ARMEE EMBAUCHE

La coordination Libertaire de Lyon, le Groupe d'Action et de Résistance à la Militarisation et le Groupe Objection Collective viennent de sortir une affiche anti-militariste (voir photo).

Les groupes et les individus qui désirent se la procurer doivent prévenir la Coordination Libertaire qui, en fonction des demandes pourra ou non envisager un nouveau tirage. **COORDINATION LIBERTAIRE, c/o ACLR 13 rue Pierre Blanc 69001 LYON.**

LE PAIN NOIR

J'ai beaucoup aimé le « Pain Noir ». Au moment où des écrivains essaient d'être « clean », d'avoir du style ou de l'imagination, Gabriel Veillard (alias René Villard son nom d'anar, le nom sous lequel il s'est caché tant d'années durant et sous lequel il a signé d'innombrables articles de la presse libertaire) lui n'a besoin que de se souvenir. Dans sa langue qui peut s'appeler littérature prolétarienne par exemple, il fait œuvre autobiographique. Il jette un regard dru sur l'hypocrisie de ses parents. Sa vision des familles ouvrières endimanchées, déambulant dans l'ennui, vaut la lecture. Et... ce moment où il va crever de faim (il est en fuite) et où il pense à se jeter au Rhône... aussi. Sans oublier la description des mœurs des démarcheurs à domicile qui vont son pesant d'humour. **« Ah cette critique du travail ! On croirait qu'elle vient de naître, découverte par quelque situationniste ! Il n'en est rien ! C'est aussi vieux que les classes prolétaires tout au long de l'histoire ! »**

C'est ce que nous dit ce pépé Veillard de ses quatre-vingts ans bien sonnés. Cet insoumis à la médiocrité, ouvrier par choix, se cachant sous un autre nom pendant trente ans par haine de la prison et par révolte.

Oui, beaucoup de fureur et de haine et un peu d'affection pour cet homme qui n'a pas attendu les années septantes pour être désabusé.

H.L.

Le Pain Noir: Gabriel Veillard Editions ESPOIR-Toulouse



La photo de couverture est de Yves Guélaud / COSMOPOLIS

LES CAHIERS NOIRS

Acratie a édité déjà 4 brochures; leur projet « se situe dans une perspective de diffusions d'idées anarchistes ». Ce travail se fait de façon militante en ayant recours à aucune imprimerie: Do it yourself! Dans le même esprit, Acratie est prête à étudier tout projet de publication.

Titres déjà parus: Emma Goldman « La tragédie de l'émancipation féminine » et « Du mariage et de l'amour » (4 frs); Paul Lafargue « Le droit à la paresse » (5 frs); Emile Pouget « Le sabotage » (8 frs); Piets Gerzinsky « A bas le malheur, la politique et le reste » (6 frs). Réduction en dessus de 5 exemplaires. Ajouter 2 francs pour le port et envoyer la commande à **ACRATIE BP 53 64100 BAYONNE** (ne pas mentionner d'ordre sur le chèque).

LE MONDE LIBERTAIRE SUR 12 PAGES

A partir du 28 janvier LE MONDE LIBERTAIRE, hebdomadaire de la Fédération Anarchiste, augmentera sa pagination de 4 pages, afin de lutter plus efficacement contre l'« Etat de Grâce » de l'après 10 mai. On peut trouver chaque semaine le Monde Libertaire dans les kiosques ou on peut s'abonner en écrivant au **MONDE LIBERTAIRE 145 rue Amelot 75011 PARIS.**

R.A.S.?

Une nouvelle revue antimilitariste large (?) vient de voir le jour: R.A.S.? Elle traitera de l'antimilitarisme sous toutes ses formes, incluant par exemple la lutte au sein de l'armée (!?) Le numéro 0, daté de décembre 81 janvier 82 est sorti. Pour s'abonner ou avoir de plus amples informations, écrire à **R.A.S.? c/o CLAC bp 27 78701 CONFLANS STE HONORINE CEDEX.**

NOTRE AMI, LE REBELLE MERMOZ EST MORT

Avec lui disparaît un homme qui a marqué de son étrange et puissante personnalité toute une région et toute une époque. Fils de paysan des hautes montagnes savoyardes il fuit l'oppression familiale et se retrouve débardeur aux Halles de Paris à 15 ans, ouvrier boulanger et voisin de Jean Guehenno qui l'initie au grec, vagabond à l'occasion, autodidacte qui, à la fin de sa vie, avait lu les 12 000 ouvrages de sa bibliothèque, chef de maquis, disciple et compagnon de Marcel BARBUT avec qui il fonda la communauté de travail de Boimondeau à Valence.

Libertaire et autogestionnaire, il était venu à la Gryffe lors de notre premier débat pour nous parler de sa grande passion: PANAIT ISTRATI. Il restera longtemps parmi nous avec sa belle trogne de vieux prolo, sa puissance de vivre, sa soif de savoir et la grande amitié qu'il nous a donnée.

POLOGNE COMMUNISME COMMUNISME ARMEE

Argentine-Salvador-Pologne. Même combat? C'est vrai que la similitude des situations est frappante. Partout, il s'agit d'une armée locale, soutenue par un grand frère, qui s'oppose aux exigences de liberté des peuples. Cette similitude pose problème. Qu'un état qui trouve son fondement dans la libre concurrence (c'est-à-dire dans la possibilité pour le plus fort d'exploiter à loisir ceux à qui on a préalablement ôté la possibilité de se défendre) massacre allégrement et sans scrupule aucun les gens lorsqu'ils lui font obstacle, voilà qui est dans la logique des choses. Il est même un peu naïf de s'en étonner ou de s'en indigner. C'est un problème de rapport de forces entre intérêts opposés. Mais qu'un système qui prétend avoir pour but la défense des intérêts des travailleurs en soit réduit à les enfermer et, si besoin est, à les massacrer, qu'il n'ait plus d'autre recours pour assurer sa survie que l'appel à l'armée, voilà qui pose un léger problème.

Ce problème n'est pourtant pas nouveau. On peut rappeler l'histoire et remonter dans le temps: Pologne (déjà), Tchécoslovaquie, Hongrie et, plus loin, Espagne (les massacres de Barcelone), Cronstadt, Ukraine... La liste est longue. Bref, dès son installation au pouvoir, il était clair, pour qui voulait bien regarder la réalité sans œillère, que le premier

soucis de l'état communiste était celui de tous les états: faire rentrer dans le rang, au besoin en les tuant, tous ceux qui s'opposaient à son hégémonie. Et pourtant ce fait indéniable, rapporté dès l'origine par de nombreux témoignages a été constamment ignoré. On n'a pas voulu savoir. On, c'est-à-dire non seulement les intellectuels sympathisants, fascinés par l'IDEE et par la force brute (comme l'étaient à l'opposé les intellectuels profascistes), mais aussi une majorité, ou en tout cas une forte minorité de travailleurs qui a toujours refusé d'entendre les témoignages d'autres travailleurs qui apportaient les preuves de cette dictature sanglante.

Il ne faut pas s'illusionner: dans un passé récent, chacune de ces remises en ordre n'a affecté que de façon marginale l'hégémonie de la CGT et du PCF sur ce qu'on a coutume d'appeler la classe ou-

vière et qui, malgré d'importantes modifications représente encore la majeure partie des gens qui sont soumis à l'exploitation. Quelles que soient ses pertes, la CGT demeure et demeurera, et de loin, le syndicat le plus puissant. Quant au PCF... Il en a vu d'autres et peut même se permettre d'être le plus bête de tous ceux des pays européens.

Il y a quelques chose d'effrayant dans l'aveuglement volontaire des militants de base du PCF. Voilà des gens qui ne sont pas toujours aussi bornés qu'ils en donnent l'impression lorsqu'ils tiennent un discours militant; des gens qui, là où ils se trouvent, là où ils travaillent, sont même parfois intelligents; qui ont souvent, face aux patrons et aux petits chefs, des réactions saines (du moins lorsqu'ils ne parlent pas au nom de l'organisation). Mais si on leur parle de la Pologne ou de l'Afghanistan, ils ne sont capables, avec la plus exemplaire mauvaise foi, que de nier l'évidence et de pratiquer l'amalgame.

Le PCF et sa courroie de transmission, la CGT, a réussi à se faire passer aux yeux des travailleurs pour son porte-parole exclusif. A ce titre, il exerce sur la classe ouvrière une véritable dictature qui, pour le moment et en France, tout au moins se contente d'être idéologique, mais dont on sait que là où ils ont pris le pouvoir, elle prend un caractère beaucoup plus physique. Bon nombres de militants de base de la CGT seraient vraisemblablement, dans un régime communiste, fusillés ou internés. Quelque part, obscurément, il me semble que certains d'entre eux en ont plus ou moins conscience; mais tout se passe comme s'ils n'avaient pas le choix. Ce devrait être une des tâches du mouvement libertaire de les aider à trouver une alternative.

«Plutôt rouges que morts» criaient certains militants pacifistes d'Allemagne. Ignoraient-ils vraiment que, pour bon nombre d'entre eux, l'un et l'autre seraient sans doute synonymes?

QU'EST-CE QU'ON SOUTIENT ?

L'argument de la CGT, comme quoi les travailleurs n'ont pas à défilier aux côtés du RPR est d'une singulière mauvaise foi, d'autant plus qu'à Lyon, en tous cas, il n'y a jamais eu de manifestation commune (voir aussi le texte distribué par le SAT en réponse aux dirigeants de la CGT, texte reproduit plus loin dans ce numéro). Il reste cependant qu'il peut parfois paraître gênant d'entendre vitupérer une dictature par des gens qui, ailleurs, luttent pour l'établir.

C'est pourquoi, si on veut que ce soutien soit un peu clair, c'est-à-dire efficace, il faut essayer d'éclaircir le sens que peut avoir ce soutien.

Il est bien évident que le mouvement Solidarité n'était pas un bloc uni et que tous ses composantes ne marchaient pas du même pas. D'abord parce que, dans tout état totalitaire, et en particulier dans le bloc communiste, les expériences historiques ouvrières ont été systématiquement passées sous silence ou



déformées, ce qui empêche leur intégration aux luttes présentes et oblige le mouvement à une spontanéité qui peut aussi se traduire par de l'hésitation. Et aussi parce que sans doute les syndicats «Solidarité» ont regroupé tous les opposants au régime, faute d'autres structures. Il n'en est que d'autant plus remarquable que les idées et les pratiques autogestionnaires aient pris une telle importance.

Bien sûr nous sommes beaucoup plus proches de ceux qui ont remis en cause, pratiquement, les structures du pouvoir économique et politique que de ceux dont Lech Walesa était le chef de file et dont on peut penser qu'ils auraient été amenés à remplacer un pouvoir par un autre. Cependant, quelles que soient les oppositions politiques que nous pouvons avoir par rapport à d'autres courants du mouvement ouvrier, il ne saurait être question, pour les libertaires, de tenter de les réduire au silence. C'est parce qu'elles correspondent aux aspirations des gens et à leurs besoins que les idées peuvent faire leur chemin. Elles ne sont pas affaiblies par les critiques et les objections, ni par l'épreuve des faits, mais en sortent au contraire approfondies et renforcées.

Dans le mouvement «Solidarité», il y a donc deux choses distinctes mais solidaires que nous soutenons: d'une part les recherches et les tentatives qui vont dans le sens de l'autogestion (quelles que soient les limites de ces recherches et les limites objectives), d'autre part, un mouvement global de discussion et d'émulation intellectuelle dans le milieu ouvrier.

Cependant, dans cette solidarité, nous devons aussi apporter une contribution originale et en proposer des modalités qui relèvent plus de l'action directe que des vœux pieux ou des pressions illusives sur les gouvernements: pression directe sur les organismes polonais en France, aide aux syndicalistes, passage de l'information dans les pays de l'Est.

L'ARMÉE ET L'ÉTAT

Il y a cependant un élément nouveau dans le déroulement des événements en Pologne, qui tranche sur ce à quoi on était habitué dans les pays communistes, lors de crises de ce genre. Dans toutes les répressions antérieures, y compris en Afghanistan, l'armée, autochtone et/ou soviétique, était intervenue à la demande du gouvernement, identifié au parti, pour rétablir un ordre non seulement économique et politique, mais aussi idéologique; du moins l'idéologie était-elle mise en avant comme alibi, alors même qu'il était clair qu'il s'agissait avant tout d'intérêts stratégiques.

Ici les choses sont claires: l'armée polonaise est intervenue, sur l'injonction du gouvernement soviétique, et avec son soutien, parce qu'il était dangereux, pour l'état soviétique que se crée, dans sa zone hégémonique, une enclave où puisse se mettre en place quelque espace de liberté... Le parti communiste, de même que le gouvernement polonais, n'ont joué

aucun rôle dans ce coup d'état. Ils ont d'ailleurs l'un et l'autre pratiquement disparus dans les événements. C'est l'armée qui est intervenue, avec la milice comme instrument, pour maintenir un équilibre géopolitique à la définition duquel les états capitalistes avaient d'ailleurs participé.

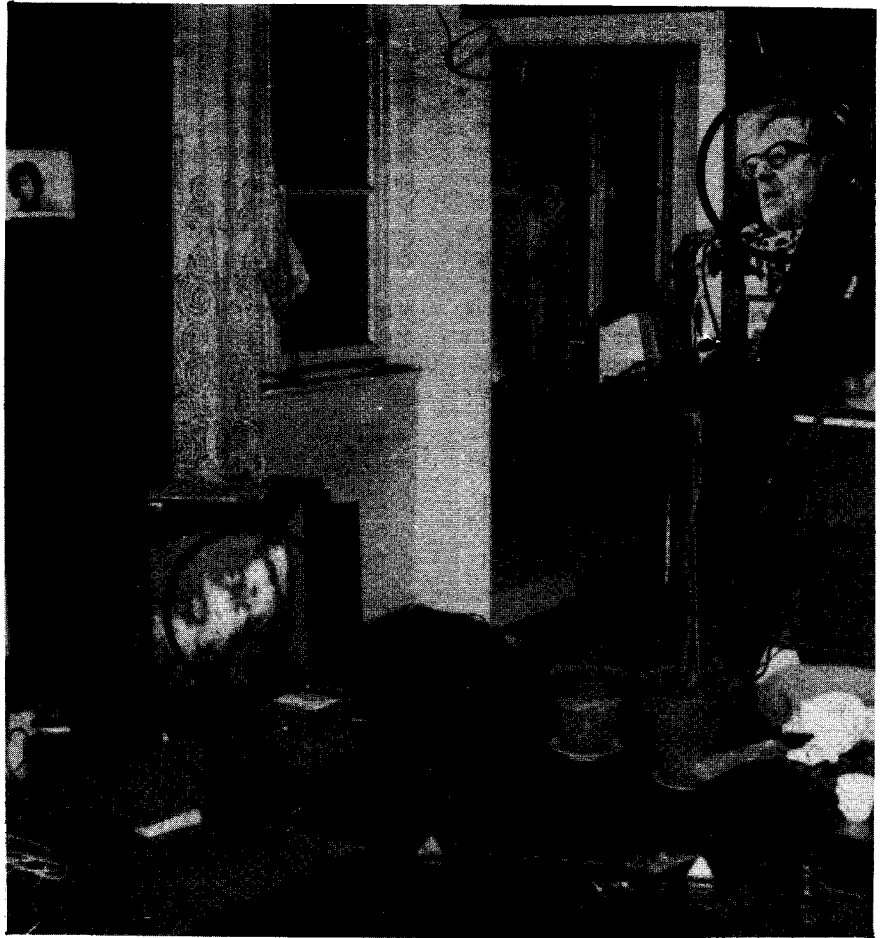
Et elle est intervenue, quelles qu'aient pu être les réticences supposées de ses membres. Là comme ailleurs, l'armée est du côté du pouvoir établi, loi qui ne souffre d'exception que lorsqu'il s'agit de mettre en place un pouvoir plus puissant que celui qui se trouve défaillant. Ce qui montre bien que, quel que soit le régime, l'armée est une immense machine à décerveler, que lorsqu'on y entre, c'est au prix de la perte de toute identité personnelle et de toute appartenance antérieure à sa famille ou à sa classe sociale. Les soldats polonais, ou certains d'entre eux, ont changé de trottoir, pour éviter d'avoir à arrêter des distributeurs de tracts; c'était au début, et alors qu'il existait un léger flottement parmi leurs chefs. Mais, même s'ils l'ont fait sans tirer (et que se serait-il passé s'ils en avaient reçu l'ordre?), ils n'en ont pas moins contribué à maintenir «l'ordre». Lorsque tout s'écroule de l'ordre ancien, ou que celui-ci se fissure, et qu'il serait peut-être possible d'envisager une autre vie, seuls subsistent, indissociables, l'Etat et l'Armée. Et le pire est que cette armée

est composée de gens qui sans uniforme se trouveraient logiquement de l'autre côté.

Ces deux bastions n'ont pas de couleur politique ou idéologique. Leur existence transcende le projet qui prétendait les englober. Ils ont une existence en soi et remplissent la même fonction sous toutes les latitudes. Il n'y a pas d'armée rouge, il n'y a pas d'armée du peuple. Il n'y a qu'un appareil dont la seule fonction est de briser l'individu et les aspirations collectives à plus de liberté et à une vie différente.



Ce texte, rédigé à la fin du mois de janvier par Alain, est issu d'une discussion collective.



Quand Allende regarde Jaruzelski

COMMENT LES DIRIGEANTS CGT DE MONTROCHET

REAGISSENT FACE AUX ACTIONS DE SOUTIEN A LA POLOGNE DES TRAVAILLEURS FRANCAIS

Une fois de plus nous avons estimé intéressant de publier un tract du Syndicat Autogestionnaire des Travailleurs (S.A.T.) des PTT du Rhône. Ce tract, attaquant point par point les arguments des dirigeants de la CGT de leur entreprise (Centre de tri Lyon-Montrochet) et par là-même ceux des dirigeants nationaux, a été distribué au centre de tri ainsi que lors du meeting de soutien à Solidarité qui a eu lieu à Lyon. Ce tract comportait aussi « Les quinze commandements de la résistance passive », consignes venant de Silésie, à l'adresse des travailleurs polonais. Nous ne publions pas ce texte qui a été reproduits dans divers journaux.

Pour justifier leur non-participation aux grèves, collectes (4000 francs à Lyon Gare et Montrochet) et autres manifestations en faveur des travailleurs polonais victimes de la répression sauvage qui s'abat sur eux, les dirigeants du syndicat CGT de Montrochet développent trois arguments principaux.

1-On s'agite beaucoup sur la Pologne, mais on ne fait rien pour le Salvador, pour les militants démocrates réprimés en Turquie, etc...

Il est vrai que les travailleurs français ont peu fait contre les répressions sanglantes qui se sont abattues, ces dernières années, sur les populations de plusieurs pays d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique. Et au SAT, nous le déplorons.

Mais ce qui est certain, c'est que si la CGT (qui le déplore aussi) avait lancé la moindre initiative dans ce sens-là, le SAT s'y serait joint, sans la moindre hésitation.

Il faut d'ailleurs signaler que les militants du SAT et la très grosse majorité des travailleurs de Montrochet qui ont participé à la grève du Lundi 21 décem-

bre, avaient tous (lorsqu'ils étaient à la gare) participé aussi à l'exposition contre la répression au Chili qui avait été organisée par la CFDT et la CGT, aux collectes pour ce même Chili, aux prises de parole et aux diverses pétitions qui avaient circulé contre la condamnation de plusieurs militants basques par Franco, aux nombreuses manifs contre les massacres américains au Viet Nam, etc...

Enfin le SAT a regretté que lors de l'invasion de l'Afghanistan par les chars soviétiques, la CGT n'ait rien trouvé de mieux que d'afficher sur son panneau syndical un article-témoignage d'une délégation CGT assurant que l'Afghanistan était un pays où les chars soviétiques défendaient les travailleurs contre un complot impérialiste dirigé de l'extérieur.

Non le SAT (comme la CFDT et comme tous les travailleurs de Montrochet qui ont participé à la grève du 21 décembre), le SAT a toujours estimé que la liberté se situait toujours du côté des travailleurs réprimés se battant contre le pouvoir des fusils et des chars. Que ces fusils ou ces chars viennent de l'Est ou de l'Ouest, ça ne change rien.

Or si la Confédération CGT s'est tout

naturellement retrouvée aux côtés des travailleurs réprimés au Chili, en Espagne et au Salvador, pour ce qui concerne l'Afghanistan et la Pologne, elle se trouve du côté des fusils.

Heureusement que pour l'honneur de la CGT, de nombreux militants de ses syndicats n'ont pas suivi la Confédération sur cette position.

2-On aboie avec les loups: l'UDF, le RPR, le PFN... tous ces ennemis de la classe ouvrière française se prétendant être des défenseurs de la liberté en manifestant avec nous pour la Pologne.

D'abord il faut préciser que la droite française n'est pas partie prenante des comités Solidarité à Solidarité qui soutiennent depuis 1980 la lutte des travailleurs polonais. La droite a manifesté seule, isolée. Très minoritaire par rapport aux manifestations de masse organisées par les syndicats ouvriers et auxquelles le SAT s'est joint.

Les meetings organisés à Paris et celui du 6 janvier à la bourse du travail de Lyon, seules les organisations ouvrières en sont parties prenantes. La droite n'y a rien à faire.

Et s'il est vrai qu'on pense au SAT, comme à la CGT que les larmes que versent Chirac, Barre et les autres Giscard sur la Pologne ne sont que des larmes de crocodiles (eux qui n'ont jamais levé le petit doigt lorsqu'ils étaient au pouvoir pour aider le Chili, le Viet Nam ou le Salvador) il faut dire aussi que l'hypocrisie partisane de la droite ne peut pas nous laisser muet devant le fait que la classe ouvrière d'un pays européen tout proche est en train d'être écrasée sous la botte des militaires.

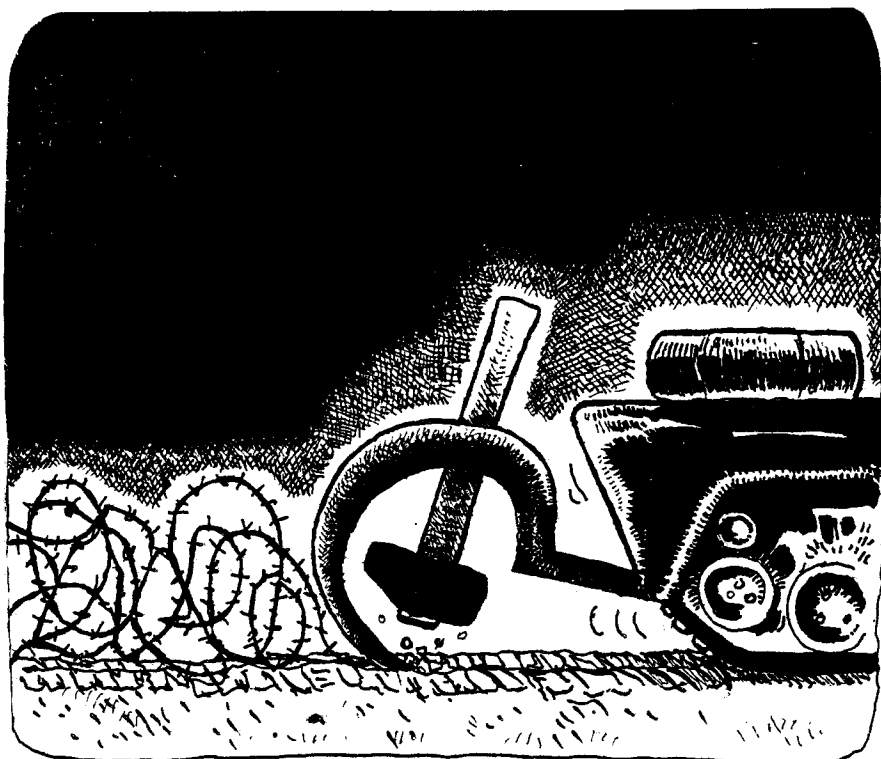
Et nous allons même jusqu'à penser que cette fébrilité soudaine de la droite nous oblige d'autant plus à nous montrer, nous, actifs dans notre aide aux travailleurs polonais. Car si nous, travailleurs français, ne le faisons pas, ce sont les Chirac, Barre et autres Lecanuet qui en tireront gloire. Et voyez quelle peut être l'aide d'un Lecanuet à la lutte des emprisonnés polonais, lui qui le soir de la mort d'Allende disait à Europe 1: « il l'a bien cherché ».

Alors soyons nets. Les travailleurs polonais ont besoin de notre aide, aidons-les. Et si les loups hurlent aussi, laissons-les hurler sans se mélanger à eux, bien sûr, et sans les laisser se mélanger à nous.

D'ailleurs faut-il rappeler que la CGT avait appelé, lors du référendum de l'indépendance algérienne, à voter OUI, comme Lecanuet, comme la plupart des RPR d'aujourd'hui, et elle avait eu raison.

Faut-il rappeler aussi qu'elle s'était opposée, à l'égal de Soissons en 1980, au boycott des jeux de Moscou? Et personne parmi nous, n'avait alors cherché à confondre le pouvoir UDF d'alors avec la CGT.

Disons enfin que bien qu'ils aient, dans le domaine de la limitation des travailleurs immigrés en France les mêmes exigences et les mêmes positions, la CGT n'a jamais confondu le PFN avec le PCF (cf. l'expulsion des travailleurs maliens



du foyer de Vitry par la municipalité PC)

3- Le mouvement d'aide aux travailleurs polonais victimes de la répression n'est qu'une tentative de «déstabilisation» de l'équilibre mondial et de la politique française.

Cet argument est, des trois, le plus terrible. Car il signifie que la CGT admet comme un état de fait idéal le partage du monde de Yalta. Ne plus accepter que les américains oppriment en Amérique latine et que les russes oppriment à l'Est, c'est «déstabiliser». La stabilité c'est que les travailleurs polonais crèvent à Varsovie et que les démocrates Chiliens crèvent à Santiago avec l'accord des deux grands. Amen! Ca ne nous regarde pas.

Mais il se peut aussi que ce que la CGT appelle déstabilisation soit le risque de rompre la paix en Europe. Or, dans ce sens, qui donc a pris le risque sinon les chars polonais (avec la bénédiction des russes) en bafouant toutes les libertés des droits de l'homme.

Qui a déstabilisé sinon ceux qui par la force, l'internement massif et la répression sanglante, empêchent des travailleurs de s'organiser en syndicats libres?

NON, au SAT (et nous ne sommes heureusement pas les seuls en France), nous ne voulons pas voir payer la «stabilité du monde» dont la CGT a le souci, du prix du sang des travailleurs polonais, de la mort de leur syndicat (qui porte en lui tant d'espoirs autogestionnaires) et du prix de notre silence devant tout cela.

Non, nous continuerons à soutenir autant que nous le pourrons nos camarades opprimés à Gdansk et ailleurs. Solidarité à Solidarité.

Nous sommes heureux que de nombreux militants CGT se joignent à nous. Et notre souhait serait que la CGT toute entière soit à nos côtés. A sa place, dans la défense des travailleurs du monde entier comme nous avons toujours été, et serons encore, aux côtés de la CGT dans la défense des travailleurs français.

Au SAT nous sommes d'autant plus sensibles à la répression syndicale subie par Solidarité, qu'actuellement en France et notamment en ce qui nous concerne à Montrochet (évidemment sans aucune commune mesure) la répression frappe les travailleurs qui ont choisi de s'organiser en dehors du monopole des grandes centrales syndicales.

Nous serions heureux que les camarades de la CGT, de la CFDT, de la CGT-FO et de la FEN et autres, mettent le même empressement pour défendre aussi la liberté d'organisation et d'expression syndicale en France, comme ailleurs.

PS: Ce jour nous avons envoyé un télégramme de protestation auprès du consulat de Turquie pour obtenir la libération de 52 dirigeants syndicalistes emprisonnés lors du coup d'état militaire du 12 septembre 1980.

Lyon le 31 décembre 1981

Plaidoyer

pour l'Etat d'Anarchie.

La Pologne! Oui, la Pologne, mais aussi l'Afghanistan... Et aussi la Turquie et le Salvador! Car la répression et le totalitarisme ne sont l'apanage ni du «capitalisme» ni du «communisme», ne sont d'ailleurs que les deux faces d'un même système dont le credo est purment économique: le capitalisme affirme que la richesse dégagée par les plus riches profite également aux pauvres, par le biais de la croissance du fameux Produit National Brut (P.N.B.); le communisme, lui, que le Parti au pouvoir l'a conquis au nom de la classe ouvrière et qu'étant ainsi les nouveaux maîtres, par parti interposé, ils deviennent les détenteurs des richesses qu'ils créent.

Ouais... Seulement la croissance du PNB des pays occidentaux se nourrit de l'exploitation systématique du Tiers-Monde, et les ouvriers des pays de l'Est sont toujours salariés de l'Etat Parti, et en tant que tel, tout aussi exploités que leurs «collègues» (ou camarades...) occidentaux. Dans un cas comme dans l'autre, il faut savoir «attendre».

On agit donc au nom des gens mais ce ne sont jamais les gens eux-mêmes qui agissent directement, et pour cause car dans ce cas-là, la classe au pouvoir n'ayant plus de raison d'être, disparaît. Or a-t-on jamais vu un corps constitué se dissoudre de lui-même?

Aussi sur le terrain, les deux systèmes s'épaulent-ils et se renforcent-ils mutuellement: à toi la Pologne, à moi la Turquie! Comment syndicalistes polonais, vous trouvez des vertus à la liberté d'entreprendre? Mais regardez donc ce qui se passe en Turquie! Comment syndicalistes turcs, vous trouvez des vertus à la collectivisation des moyens de production? Mais regardez donc ce qui se passe en Pologne!

Et ainsi chaque système se renvoyant les tares de l'autre à la figure espère bien que «ses peuples» ne bougeront pas, car quelle alternative: Charybde ou Scylla?

Alors de bonnes âmes ont parlé de troisième voie, en mettant en avant l'étendard de la social-démocratie. Mais qu'est-ce que celle-ci, sinon un avatar déguisé du capitalisme lorsque ce dernier en crise lâche un peu de lest pour ne pas tout perdre? Qu'ont changé 50 ans de social-démocratie en Suède, qu'ont changé les nationalisations de 45 en France? Fondamentalement, au niveau du pouvoir, RIEN. Les multinationales suédoises n'ont jamais été aussi florissantes, et en France quelle différence entre la BNP, la Banque Rothschild ou la Barclay's? Anecdote assez révélatrice: affolée par les résultats du 10 mai, une brave rentière retire précipitamment tous ses avoirs du Crédit Lyonnais. Pourquoi

de la croissance du fameux Produit donc s'imquiète le directeur? Mais, cher monsieur, on va vous nationaliser!...

Le capital peut dormir sur ses deux oreilles et il n'y a donc rien d'étonnant dans le soi-disant «changement de ton» actuellement entre le CNPF et le gouvernement, le patronnat s'étant vite rendu compte que l'actuel régime «social-communiste» allait débarasser l'arbre de ses feuilles mortes mais qu'il était, lui, toujours enraciné et plus vivant que jamais!

De même, dans les pays «communistes», l'Eglise catholique (ou orthodoxe selon «bouge» pas dans les moments cruciaux, comme actuellement en Pologne. Attendez que la situation s'éclaircisse, déclare Jean-Paul II, et pour cela prions!

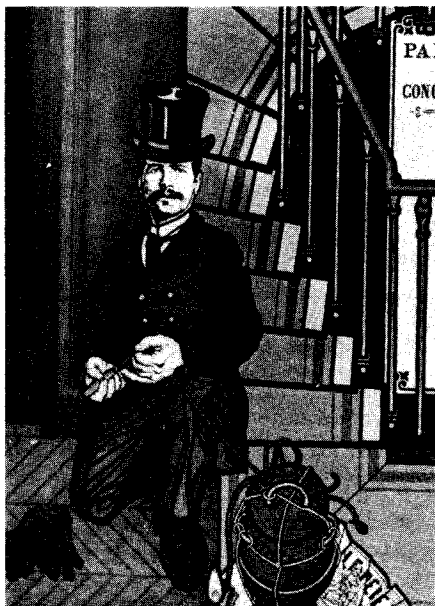
Pourtant, oui, une troisième voie existe, ou plutôt une autre voie, une véritable alternative, puisque nous venons de voir que capitalisme et communisme ne sont que les deux faces d'un même Janus, cette alternative, que les ouvriers et paysans polonais commençaient à mettre en pratique depuis août 80, a déjà existé dans l'histoire mais à chaque fois elle a été impitoyablement réprimée dans le sang. Pour s'en tenir à trois exemples récents, la Commune de Paris en 1871, écrasée par Thiers et Galliffet, héraut et bras armé du Capital; le Soviet des marins de Cronstadt écrasé par l'Armée Rouge de Lénine et Trotsky en mars 1921; la révolution dans la révolution des anarchistes espagnols en Catalogne et Aragon, décimés d'un côté par les phalangistes franquistes sur le front et à l'arrière par les commandos de tueurs staliniens en Mai 1937. (Et Makhno dans les plaines de l'Ukraine, NDC)

A chaque fois, en pratique, c'est l'anarchie qui était en passe d'être réalisée.

Et qu'on n'essaye pas, une fois de plus, afin d'éviter le débat de fond, de mettre en avant les spectres de Ravachol et de la Bande à Bonnot. Il ne s'agit d'ailleurs ni de les dénigrer, ni de les glorifier mais de replacer leurs actes dans le contexte de l'époque en ayant en mémoire cette phrase d'Elisée Reclus, le célèbre géographe libertaire de la fin du siècle dernier (que l'on commence à «redécouvrir»;

voir le numéro d'Hérodote du 3ème trimestre 1981): «au point de vue révolutionnaire, je me garderai de préconiser la violence et je suis désolé que des âmes entraînées par la passion se laissent aller à l'idée de vengeance, si peu scientifique, stérile. Mais la défense armée d'un droit n'est pas la violence.» L'anarchie, ce n'est pas autre chose. Il s'agit de défendre son droit à pouvoir être soi-même, à pouvoir s'exprimer dans le cadre de la collectivité en tant que sujet.

Anarchie (du grec arkein = commander), ou la possibilité de vivre en société sans chefs, ne veut pas dire «désordre», comme tente de le faire accroire le sens donné à ce mot par la bourgeoisie, rouge ou blanche d'ailleurs: l'Anarchie, c'est le chaos, dirent De Gaulle comme Jacques Duclos en Mai 68, et aujourd'hui les gérontes du Kremlin pour l'actuelle situation polonaise; mais «l'ordre moins le pouvoir» selon la belle formule de Léo Ferré, que je trouve plus parlante que celle de E. Reclus «l'Anarchie est la plus haute expression de l'ordre». Et, oui, l'ordre, mais non pas au sens nixonien ou Peyrefittien de «la loi et l'ordre» justifiant l'état d'inégalités existantes, mais au sens d'harmonie, chacun mettant sa compétence propre au service de la collectivité, sans hiérarchie ni parasitisme. C'est-à-dire la reconstruction de la vie en commun sur la base de la volonté individuelle autonome, par le fédéralisme au niveau politique, c'est-à-dire la fédération de bas en haut des communes, des régions et des nations, par l'autogestion



au niveau économique, autogestion qui est le refus de toute délégation de pouvoir et la réponse à la confiscation du pouvoir par la bureaucratie et les groupes technocratiques.

Là aussi, il faut s'entendre sur le sens des mots, car ce mot «autogestion» a été tellement galvaudé que même Marchais et Séguin l'ont repris à leur compte! or, l'autogestion représente la principale forme de démocratie de base; elle s'inscrit contre tout pouvoir étatique, lequel par essence même tend à limiter le principe de l'autogestion et à réduire ses applications. Il y a incompatibilité fondamentale entre autogestion et communisme marxiste-léniniste. Dès 1866, Bakounine prévoyait «que l'Etat despoti-

que mis en place par le communisme d'Etat fera naître une classe exploitante de privilégiés: la bureaucratie.»

L'histoire de Solidarité rappelle celle des conseils ouvriers qui naquirent spontanément en février 1917 en Russie, géant les usines et élisant des délégués aux soviets (comités populaires) locaux, régionaux et centraux. C'est en s'appuyant sur le slogan «tout le pouvoir aux soviets!» que Lénine et le parti bolchévique renversèrent Kerensky en octobre, mais les soviets se trouvèrent rapidement en opposition avec le pouvoir central, lequel n'eut de cesse de les vider de leur contenu jusqu'à leur liquidation pure et simple, pour cause de «provocation et alliance avec les Blancs et les Puissances Occidentales» -déjà!- avec l'épisode sanglant de Cronstadt en mars 1921.

Solidarité était donc condamné à mort par le pouvoir communisto-bureaucratoc-militariste dès sa naissance, et son éclo-sion était d'ailleurs tout aussi dangereuse pour nos actuels gouvernants occidentaux. Adolf Jaruzelski-Brejnev savait très bien-merci messieurs les banquiers!-que son coup de force était devenu pour l'actuel système dominant (Est et Ouest confondus) une NECES-SITE.

Mais qui dit nécessité pour les uns ne dit pas inéluctabilité pour les autres. En fait le roi est nu et abat ses dernières cartes. Solidarité avec Solidarnosc! Car la solidarité est le chemin le plus sûr qui mène vers la liberté.

Montpellier le 10.1.82

LA LIBRAIRIE IMAGINE INCENDIEE

Ouverte depuis un an, la librairie IMAGINE, à Paris, a été incendiée le 19 décembre 1981. Tout pousse à croire qu'il s'agit en fait d'un attentat: portes fracturées, traces d'essence.

IMAGINE était animée par des anarchistes qui venaient, pour la plupart, du groupe Emma Goldman qui avait quitté la FA. Cette librairie faisait preuve d'un réel dynamisme et multipliait ses contacts avec les gens du quartier et les gens de passage. Visiblement elle n'avait pas l'air de plaire à certains qui se sont empressés de l'empêcher de tourner.

Le seul problème c'est que les anars sont tenaces et ils feront tout pour repartir de plus belle. Pour cela c'est à nous de leur assurer de notre solidarité en leur filant du fric, en allant leur donner un coup de main quand ils en auront besoin, en restant en contact avec eux pour avoir des informations et en faisant circuler ces informations. Bref, il faut tout faire pour que cet attentat ne soit pas fatal à IMAGINE.

Pour contacter IMAGINE, il suffit d'écrire à:

**LIBRAIRIE 1984 22 Bd de Reuilly,
75012 PARIS, tél. 628.08.01**

Si vous avez de l'argent à envoyer, voici le CCP:

CCP LAMBERT 22 614 50 D PARIS



FRANCE ACCUEILLANTE ANTI-PSYCHIATRIE RURALE MI/LIEUX DE VIE

ARIÈGE. Des vaches au pacage sur les premières berges pyrénéennes défilent, au son de cloches, les gelées qui annoncent l'hiver, au soleil de l'extrême sud-français. A moins de dix kilomètres, il y a l'Espagne. Nous sommes à mi-chemin entre la Méditerranée et l'Atlantique, dans le département de l'Ariège. La terre y est généreuse et pourtant, ne gratifie pas le peu de paysans qui sont restés à la cultiver. Ces vingt dernières années, le département a connu un dépeuplement impressionnant. Les maisons vides abondent, des cultures présentes jusqu'à hier ont disparu. C'est le cas, notamment, des arbres fruitiers et de la vigne.

« Nous étions plus de cinq cents habitants dans ce village, Illertail (aux pieds du Col Portet-d'Aspect, sur la route de Luchon) » m'avoue Jean-Pierre, né en 1906, en m'invitant chez lui à boire un verre de vin en provenance de Carcassonne puisque le seul bistrot du coin a déjà fermé ses portes. « Seuls les vieux y demeurent encore aujourd'hui. Il y a quelque temps, on se retrouvait à quatre pour une partie de belote, on n'est que trois, maintenant ».

Inexorablement, le pays s'éteint. En été, néanmoins, les enfants d'ici reviennent en vacances. L'Armée, les P.T.T., les Chemins de Fer ont accueilli ceux qui sont partis. Pour vivre de la terre, ceux qui sont restés, doivent avoir un autre emploi, faire cumul. En général, ils sont maçons ou embauchés par des entreprises de travaux publics, si les contacts avec les élus sont bons. La tendance est à la concentration des terres abandonnées, par quelques gros fermiers. Ceux qui ne sont pas à même de tenir le rythme n'ont qu'à s'en aller.

A Illertail, la maison du curé est vide, le prêtre mort une fois pour toutes. Aujourd'hui, ce sont des jeunes qui l'habitent pour 500 F. de loyer par mois. En fait, de plus en plus nombreux sont les groupes de jeunes qui viennent vivre dans la région et expérimenter la psychiatrie en milieu rural, la psychiatrie ouverte ou anti-psychiatrie et ils s'organisent.

Est né ainsi, le C.R.A.P., Collectif Réseau Alternatif, qui entre 1975 et 1977 a perdu, chemin faisant le P de psychiatrie voulant de cette manière préciser que l'alternative qu'ils proposent et qu'ils vivent, ne va pas seulement contre la psychiatrie mais en regard avec l'ensemble de l'existence. Pour créer un « lieu de vie » il faut être, au moins, deux, entièrement disponibles pour trouver une maison en milieu rural de préférence dans le midi et pour entrer en contact avec les parents d'enfants difficiles ou avec la D.D.A.S.S. (Direction Départementale de l'Action Sanitaire et Sociale).

DEUX «E»

Enfance et enfermement. Ce sont deux points-clé de l'expérience que ce groupe de jeunes issus en général de villes et de milieux différents assument en priorité. Car ils s'adressent à des enfants ou à des adolescents en difficulté et veulent les arracher, par la pratique de la liberté, à la damnation institutionnelle. Dans un premier temps, on fait sortir des cas sociaux des hôpitaux, des institutions, des prisons etc... On intervient, ensuite, par des méthodes libertaires dans un cadre au contexte naturel des plus ouverts. Le milieu rural.

« Pour des raisons diverses et apparemment sans lien direct entr'elles, plusieurs milliers d'enfants sont chaque année, en France, rejetés par le corps social. Délinquants ou fous, orphelins, inadaptés ou simplement enfants difficiles, peuplent les institutions plus ou moins closes... C'est cette situation que nous entendons dénoncer ». Les alternatives proposées par le C.R.A. contre l'enfermement et l'institutionnalisation

sont les « lieux de vie où les enfants vivent sans barrières, sans murs, sans drogues thérapeutiques, au milieu des autres hommes, acceptés et aimés par eux et cela, avec succès, depuis plusieurs années ».

Dans les « lieux de vie », composés de deux personnes au moins (plus souvent de trois ou quatre) le rapport est proportionnel, une personne accueillant une personne accueillie. On peut parler de famille, mais tout à fait atypique car les adultes ont rarement des enfants aussi, n'y a-t-il pas de couples figés et les rapports dans leurs interconnections quotidiennes sont absolument libres, tant parmi les animateurs qu'avec les enfants ou adolescents accueillis.

C.R.A.

Le C.R.A. a été créé en 1975 et regroupait le « lieu de vie ». En 1977, lors d'une rencontre à Trieste (ITALIE), des contacts étaient établis avec les expériences de Basaglia, rejetées par la suite dans la mesure où elles avaient été parachutées d'en haut. En 1978, le réseau s'élargit et perd le P de psychiatrie dans le devenir alternatif à l'ensemble de la société. La même année, il édite son premier livre, cinq mille exemplaires de « La peste gagne le Grand Psy ». En 1979, d'autres « lieux » adhérents au C.R.A. qui participe aux journées de l'A.S.E.P.S.I. qui ont lieu à Orsay au mois de juin. Dans la même période, le C.R.A. se mobilise pour Commeille (Aude) « lieu » poursuivi « pour accueil illégal d'enfants, sans autorisation préfectorale. », avec succès car il n'y aura pas de condamnation pénale.

Actuellement, le C.R.A., est présent dans dix-neuf départements du Midi de la France. Des expériences semblables ont lieu aussi au Portugal (sur une péniche) et au Maroc (lieu de vie itinérant). Le C.R.A. est une réalité installée entre les Pyrénées et le Rhône. A l'origine de chaque « lieu », il y a une association, sans but lucratif (1901). Les « lieux » naissent spontanément et, une fois en vie, adhèrent ou pas au C.R.A., tout en gardant son autonomie. Afin d'assurer, un tant soit peu, une coordination et les moyens financiers, un secrétariat a été créé dont le rôle (au moins en théorie) est exclusivement technique. Chaque « lieu » participe par une cotisation annuelle de 150F. Le C.R.A. élit tous les ans des responsables amovibles: un président, un trésorier, un secrétaire. Les tâches sont partagées entre le courrier, la caisse et les relations internationales. Du mandat, ils sont redevables devant l'Assemblée Générale qui se réunit en moyenne toutes les six semaines. Les responsables engagent le C.R.A. seulement dans les limites chaque fois définies par l'A.G..

AFFINITE

L'affinité est à la base du fonctionnement du C.R.A. . Chaque « lieu » est autonome, si possible pas trop éloigné des uns et des autres. Sur les « lieux », un contrôle est effectivement exercé par le biais de réunion et de rencontres, de critiques et de discussions permanentes. En outre, lorsque ce sont les parents eux-mêmes qui confient leur enfant à un « lieu » précis, des réunions avec les animateurs permettent de suivre l'évolution de cet enfant semaine après semaine.

Le C.R.A. se présente comme une structure d'accueil d'enfants, d'adolescents ou d'adultes en « difficulté » sur le plan de l'handicap mental, physique ou social. La différence avec les institutions semblables est que le C.R.A. accueille d'une manière alternative. Le but est précisément d'échapper à l'institutionnalisation et à l'enfermement de la « différence ».

«Nous voulons vivre et nous vivons avec les enfants». Les ressources financières viennent essentiellement des fonds versés pour l'accueil par les parents concernés ou la D.D.A.S.S..

DES TRAVAILLEURS SOCIAUX

«A partir du moment où l'on s'occupe à plein temps des enfants, il est juste qu'on soit payé et qu'on puisse disposer de moyens pour le faire». Ils insistent sur le fait qu'ils ne font pas de bénévolat et sont des travailleurs sociaux. Ils veulent être reconnus en tant que tels par tous. La particularité fondamentale est le refus de toute «autorisation» afin que le désir de vie en commun (accueillants et accueillis) soit absolument prédominant. Au refus du bénévolat, s'accompagne la non-spécialisation. «Nous ne sommes ni des religieux, ni des spécialistes dans le sens de thérapeutes».

Etre des travailleurs sociaux couverts par le régime général de la Sécurité Sociale, voilà ce que les animateurs du C.R.A. demanderont lors de la «table ronde» prévue avant la fin de l'année (1981 NDLR), avec le ministre de la Solidarité Nationale; reconnus travailleurs sociaux, avoir un salaire de base régulièrement versé.

«Ouverture à l'extérieur, impact pratique non-institutionnel, mode de vie communautaire et remise en cause de l'enfermement». A cela, les travailleurs du C.R.A. ne sont pas disposés à renoncer. «Nous vivons avec la «différence», 24H/24H, d'une façon émotionnelle, dans un climat affectif propice à l'écoute et à la promotion collective» énonce le nouveau manifeste du C.R.A..

LEGALISATION

Tous ne sont pas d'accord, toutefois, sur la voie à suivre (surtout, après le 10 mai). Le chemin du «mieux-vivre» semble passer par la légalisation. Au sein du C.R.A. à la réunion du mois de novembre 1981, deux tendances se sont exprimées. L'une, que l'on peut qualifier de pro-gouvernementale, croit pouvoir ouvrir une brèche dans le cœur du Parti Socialiste pour voir satisfaites les revendications. La deuxième que l'on peut dire libertaire se veut aujourd'hui majoritaire. Si elle ne se refuse pas à la discussion avec les autorités, revendications en poche, elle ne s'attend à rien de spécial. Actuellement, ils ne sont absolument pas d'accord sur le fait de participer à l'élaboration d'un projet social pour handicapés et ex-détenus que le Ministère aurait demandé au C.R.A.. Ils veulent être et rester un lieu ouvert à tous, à la seule condition que ceux qui vivent dans un «lieu» ou ceux qui veulent y vivre

soient à même de bien s'entendre personnellement avec les autres du «lieu».

«Lorsque les «lieux» ou le C.R.A. ne seront plus ce qu'ils sont, il vaudra mieux laisser tomber». «Sur la remise en cause de l'autonomie des «lieux» nous ne sommes absolument pas disponibles». «Jusqu'à présent, les «lieux» ont été tolérés parce qu'ils représentent une réalité correspondant à un besoin social». «Nous nous voulons non-producteurs de folie car nous avons aboli la relation soignant-soigné», affirment-ils avec force.

VIVRE LA DIFFERENCE

Qui sont ces animateurs d'un ordre social différent ? D'âge variable, entre 20 et 40 ans, beaucoup ont parcouru un chemin tortueux avant d'arriver sur les «lieux». En général, il s'agit d'animateurs, d'éducateurs ou de militants de groupes anti-militaristes, écologistes ou anarchistes. Il y a même des chômeurs... La vie militante ? Beaucoup de choses déjà faites. «Ca nous a plu un moment», puis on a eu envie d'aller voir ce qui se passait ailleurs. En fin de compte, c'est là une remise en cause du militantisme urbain où tout se résout entre les flics et nous». «Des idées et des envies, le cocktail est lancé ailleurs. A la campagne. «Nous ne sommes pas des éducateurs «new-look», nous n'avons pas de formes thérapeutiques où les uns soignent les autres ?» Dans les maisons rurales, on ne vit pas dans l'attente d'une quelconque guérison. On vit, au jour le jour et ainsi de suite. Un cas: un enfant de 12 ans qui ne parle pas et n'a jamais parlé. Non, il n'est pas muet. Seulement, il s'est toujours refusé à parler. On peut appeler ça blocage, si on veut. Dans la mesure où la folie est une question de grades, une partie de récupération de soi et d'amélioration est possible.

Ce qui pousse ces jeunes à créer et vivre dans ces «lieux», c'est le désir de mettre mieux et plus en harmonie leurs idées avec la vie. Ne pas en rester aux idées et aux discussions. En un mot, sortir de l'étroitesse de l'«auto-plaisir» pour réaliser un idéal de vie ouverte et avec les autres. D'un côté, le refus de la pourriture institutionnelle, de l'autre, la rencontre de gens motivés dans la même direction. On passe ainsi de l'animation de colonies ou de classes de neige aux «lieux de vie». Pas négligeable non plus a été l'exigence de créer eux-mêmes leur emploi pour avoir du temps libre et ne pas être trop conditionnés par le système.

Dans la grande majorité, ils demeurent fidèles à leur identité. «Ce n'est pas possible de légaliser notre manière de vivre !». Ils ne veulent pas devenir une institution. S'ils sont re-

OÙ LE MOUVEMENT S'AMPLIFIE

DE NOS POSSIBLES RENCONTRES



connus tant mieux, mais ce n'est pas là leur but. Les reconnaître, c'est reconnaître leur être en tant qu'individu et, ainsi faisant, mettre encore en discussion la société. Vivre le mieux possible dans le but de mieux vivre encore. Tout de suite. Sans attendre la révolution.

Dans la préface de « Visiblement, je vous aime ! » de Claude Sigala, après un court séjour dans des « lieux » de vie, David Cooper écrivait, fin octobre 79: « le contraste avec le sens de la « non-vie » dans les institutions, particulièrement les institutions psychiatriques, est remarquable, de même que l'absence de passivité ». Quant à la méthode, Cooper précisait: « il n'y a pas de technique « psy » pour l'âme humaine, mais il y a des techniques pour faire pousser et cuire les aubergines ! ».

LIEUX DE TRANSITION

Lieux, mais de transition. Libre choix de les créer. Libre choix de partir lorsque on n'en a plus envie. Le temps de trouver de la place ailleurs, de voir d'autres « lieux de vie », si le rapport, au lieu de continuer à se développer se bloque. Ceci devrait valoir pour les uns comme pour les autres. Cependant, il va de soi que l'égalité des chances dans ces lieux-là existe encore moins qu'en dehors. Néanmoins, aux divers handicapés, le droit de changer de « lieux » ou de ... s'en aller est reconnu.

Les « lieux de vie » sont des milieux de transition et un lien entre le milieu d'origine et la réalité sociale pour les jeunes gens qui viennent y habiter. Chaque « lieu de vie » est entièrement autonome et agit cas par cas en ce qui concerne l'accueil; il négocie avec la DDASS d'origine; il tâche d'instaurer des rapports positifs avec les habitants de l'endroit où il se trouve.

Être accepté est l'un des points clé du succès d'un « lieu de vie ». « Les oeufs qu'on bouffe ce soir, remarquait Jean-Claude, viennent de la ferme voisine ». En les donnant, la paysanne nous a dit: « ce sont pour les enfants ! ». Chez d'autres fermiers, on s'est rendu comme d'habitude chercher le lait qui venait d'être trait. Avec les enfants. Aucun rejet, plutôt une occasion pour une longue discussion sur les conditions de vie des uns et des autres. Difficile pour tout le monde, là. Ce n'est pas toujours simple. Même là, en Ariège, où les gens sont accueillants par nature, les animateurs des « lieux » n'oublient pas que leur présence est due à un équilibre entre les habitants qui sont POUR et ceux qui ne veulent rien savoir. Equilibre toujours précaire, un consensus qui doit être confirmé et élargi chaque jour. Rien n'est acquis.

Les rapports avec les institutions; les rapports avec les enfants; les rapports avec les voisins. Ici se joue le succès de l'alternatif. Car l'institution peut reprendre ceux qui, quasiment malgré elle, se délivrent en milieu plus humain, rural en l'occurrence.

SEXUALITE

La vie sexuelle, qui a une grande importance pour chaque individu considéré normal, devient quasi-déterminante dans le cadre existentiel des « lieux de vie ». Les animateurs du C.R.A. sont catégoriques dans l'opposition à toute contrainte et ils se disent les partisans du respect, du désir et du plaisir de chaque individu qui habite les « lieux ». « Nous ne sommes pas des violeurs en puissance et encore moins en pratique, comme on veut le faire croire ».

Sexualité; homosexualité; pédophilie. La déviance. Le CRA s'affirme opposé à délimiter la forme de sexualité. Ce qui importe, c'est de vivre la sexualité selon sa propre envie, son propre désir. Il s'ensuit que libre doit être le choix des rapports sexuels de tout genre. Sexualité en fonction des désirs de chacun. Ni viol, ni frustration. Bruno tient à souligner que « l'état ne peut pas nous reconnaître en tant que tels. Si nous on fait de l'accueil, ça peut aller. Mais si nous vivons une telle sexualité, nous ne pouvons pas être acceptés ». La décision individuelle est souveraine; l'homosexualité pas de rigueur. C'est beau, la théorie ! Parce que, en pratique, faire appel à la liberté devient moins évident lorsque l'autre partie ou partenaire est sans équivoque moins libre ou plus faible dans l'expression de ses désirs. Le risque que les plus forts par définition, c-a-d les animateurs, orientent à leur gré la sexualité de

leurs hôtes, est réel. Rien ne vaut que se cacher derrière les phrases libertaires de circonstance!

Tout n'est pas rose dans ce domaine. Ce n'est pas un hasard si les ennuis qui troublent le plus souvent les « lieux de vie » concernent des accusations — pas toujours fondées — de violences ou de contraintes sexuelles de la part des animateurs. Il s'agit là d'exceptions, certes, mais elles ne sont pas tuées (pas tellement à cause du scandale que les bien-pensants soulèvent avec plaisir).

En ce qui concerne la drogue, la position est nette. Bannies les drogues dures, le problème se pose lorsque les accueillis sont des toxicos-dépendants. Comment faire? On voit cas par cas... Même discours avec les jeunes « délinquants », auxquels même un « lieu de vie » est un peu juste... Au bout d'une brève fugue, il y a les gendarmes. Et l'on recommence.

Toute la problématique sociale transite par les « lieux de vie », dont les animateurs demeurent dans leur ensemble liés au reste du monde, continuent à être actifs et participent à ce qui se passe ailleurs. Seulement, ils peuvent se prévaloir pour les différents qu'ils accueillent d'un espace en plus, d'un cadre humain. La nature.

MOUVANCES ET MOUVANCES

Pour s'expliquer et porter à la connaissance du public leurs expériences d'alternative, le C.R.A. confie aux presses... parallèles, un deuxième livre dont le titre est: « Hé... Mouvements ». 304 pages de textes de fonds, de textes d'actualité, d'expériences vécues, de dessins d'enfants, d'interviews et de photographies. La sortie est prévue pour le mois de janvier 82. Dans la même direction se situe l'organisation d'un gala à Toulouse, toujours au début de l'année 82. Au calendrier s'annoncent aussi des passages à la radio et à la télévision.

Du côté international, on peut signaler que le C.R.A. a participé, du 4 au 21 octobre 1981 à la Première Conférence Internationale des Communautés qui a eu lieu au Kibbutz Yehian en Galilée, Israël. A cette occasion, le C.R.A. n'a pas manqué de préciser ses positions devant les représentants des communautés de 16 pays. Au Kibbutz, formule de succès sur le plan économique mais lieu où l'égalité est fictive et la vie sans joie; où l'individu est entièrement pris en charge par le groupe et où la vie réelle est fonction du travail et de la production, le délégué du C.R.A. a opposé sa conception anti-institutionnelle et a lancé l'idée de la création de microstructures un peu partout dans le monde. « L'utopie est dans nous! »

Les pommes de terre, les canards et les poulets. La salade, les oeufs et le lait. Le soleil du midi irradie une expérience de vie alternative où la priorité est donnée à la consommation de rapports humains. La tendance que l'on peut y cueillir est au développement de semblables « lieux de vie ». S'enraciner et s'imposer dans le tissu social sont les conditions impératives de leur succès. De même que la cor/pondance aux idéaux de liberté est la confirmation que la lutte contre les institutions peut être accomplie sous le signe de la vie.

P.P. GOEGAN

Claude Sigala: « Visiblement, je vous aime », Editions LE CORAL, 1980.

Pour tout contact, joindre le C.R.A.,
c/o Le Coral 30470 AIMARGUES

Pour le livre « Hé...Mouvements », s'adresser à:
ATELIER DE JOUR, Rue des Ecoles
66130 CORBERE

PETIT DICO DE L'ENNEMI INTERIEUR

PETIT, ce n'est qu'un commencement
DICO, c'est une synthèse de l'information accessible à tous
DE L'ENNEMI—E INTERIEUR, car l'adversaire intérieur est des nôtres
LYONNAIS, nous vivons ici et maintenant

LES NOUVELLES AVENTURES DE DARTANGNAN OU L'ORTHOLOGIE AU SECOURS DE L'OCCIDENT CHRETIEN

A Lyon vient de s'ouvrir une antenne régionale de l'institut français d'orthologie, l'IFO. Le Progrès, qui publiait récemment un article sur cet institut « d'études bio-sociales par correspondance » indiquait qu'il était animé localement par un jeune professeur de sciences lyonnais, Gérard Pinson. Celui-ci prenait bien soin de se démarquer d'un certain courant de l'extrême-droite: « nous ne sommes pas des socio-biologistes comme la nouvelle droite... Nous sommes des bio-sociologues... ». Affirmation tout à fait exacte car à un « bio » près, les thèses de l'IFO relèvent d'une droite qui vient de loin, très loin même...

Paul Gravillon, le journaliste signataire de l'article dans le Progrès, ne semble pas connaître la prose de l'IFO, publiée par les Editions Sociales Françaises dans des livres aux titres évocateurs: « Franchir le Rubicon », « Les jeux de l'homme et de la femme » et surtout « Le défi européen » édités entre 1968 et 1969. (1)

« La pire et la plus inconsciente de toutes les habitudes de l'homme occidental: celle de ne pas être heureux » (A-14), doit être vivement dénoncée car, « pour devenir des adultes authentiques, il nous faut d'abord perdre l'habitude de ne pas être heureux ». Quelques années avant Louis Pauwels et sa « Lettre aux gens heureux et qui ont bien raison de l'être », l'IFO a voulu redonner aux occidentaux une bonne conscience et des « modes de pensée qui leur rendent accessibles une existence heureuse et utile au lieu de tourmentée ».

« Ne vous tarde-t-il pas, comme à moi, de pouvoir vous donner tous les matins un bon sourire d'encouragement? » (B-108). Si oui, vous ne devez pas perdre une minute pour utiliser les travaux du Centre International d'études bio-sociales, le CIEBS. Ces travaux sont l'œuvre de 32 chercheurs qui, depuis la fin des années 1940, recherchent les causes du comportement humain et qui les ont trouvées: « les assises naturelles de la conscience et de l'inconscience ont été découvertes... » Ouf!

Jacques Dartan, pseudonyme utilisé par cette équipe de chercheurs pour signer les publications de l'IFO, pourfend

en une vingtaine de pages l'œuvre mauvaise de scientifiques programmés comme Marx, Einstein et autres Freud.

Une des bottes secrètes de Dartan(gnan) c'est l'économie rationnelle « qui avait fait une fugace appartion sous Hittler et est sur le point d'envahir la planète » (B-104). Tant mieux pour nous d'ailleurs, car il paraît, selon les bio-sociologues, qu'après 6 ans d'un régime économique juste, 80 millions d'allemands ont vécu ce conte de fée sans le comprendre » (B-78). Le camp de travail et d'extermination de Dachau, en fonction depuis 1933, reste dans la mémoire bio-humaine comme un petit paradis... IFO le faire tout de même! Bien sûr, reconnaît Dartan (gnangnan) Hittler, « peintre en bâtiment, avait quelques petits travers... Mais il n'était pas programmé... » (B-78)

La leçon d'histoire de l'IFO sont de la même veine et du même bon sens (sang!). « C'est la race blanche qui a mis la planète a feu et à sang » (B-93). Soit, mais IFO tout de même précisé que « notre noirceur d'âme obéissait à un ordre du destin » (B-108) et que comme « destin =biologie » (B-106) tout va bien...

D'ailleurs, si « nous nous sommes signalés à l'attention des historiens par des espégleries et autre polissonneries » (B-107), comme par exemple la conquête des amériques et l'extermination des indigènes, « ce furent des manifestations d'une vitalité et d'une cupidité primitive, directe, saine encore et robuste... » (B-107). Ben mon colon « rien de tout cela n'était bien méchant » (B-108). Là où tout ça se gâte, c'est que nous sommes la race blanche, « nous avons donné naissance à des idéologies (vite ma orthologie): le capitalisme agressif et le socialisme oppressif » (B-108). Et se sont ces idéologies qui désormais « martyrisent tous les humains ».

Dartan (gnan) d'un bond se lève, IFO

réagir « pour nous faire pardonner », le monde entier nous en défie.

C'est à la race blanche « qu'incombe la tâche de faire régner les conditions nécessaires et suffisantes d'une paix mondiale et définitive » (B-93). Mieux encore, « sans l'avoir voulu ni prévue, la France est devenue la championne de la liberté et de la paix européenne... ».

Français, à vous de jouer! (les françaises n'ont rien à voir ici car comme le dit Dartan (gnangnan) « si vous rencontrez une royaliste, une marxiste, une existentialiste cherchez l'homme. Si la royaliste devient marxiste, chercher le deuxième homme... » (C-79). Nos rôles de révolutionnaires blancs « sont ceux du libérateur, du pacificateur (« la paix blanche ») et du reconstruteur » et notre première tâche c'est « le remplacement de notre régime périmé par un socialisme authentique... qui n'est concevable qu'en fonction d'une définition biologique du mot social... c'est le bio-socialisme » (B-109).

Dans l'attente de « l'avènement d'un régime reposant sur une autorité impersonnelle qui ne suscite la révolte ni à l'école, ni à l'usine... » (B-17), n'oublions pas que, d'une part « nos cellules contiennent la structure bio-chimique d'une logique intégrale... et que l'orthologie est prise dans le sens figuré de conforme à la nature » (A-48) et que d'autre part, « l'amour chrétien est inscrit dans la biologie - c'est-à-dire dans les destins - de notre espèce » (B-106).

L'IFO lyonnais lance un appel aux jeunes mâles (étudiants de préférence): « toust les garçons, vers 18 ans, si une existence cruellement dégradante ne les a pas réduit à l'état de brute, sont des apprentis Pygmalions. Tous veulent et se promettent une femme bien à eux qui leur donne tout, qui soit leur créature... » (C-82)

IFO, ce qu'IFO jeunes Pigs mâlions...

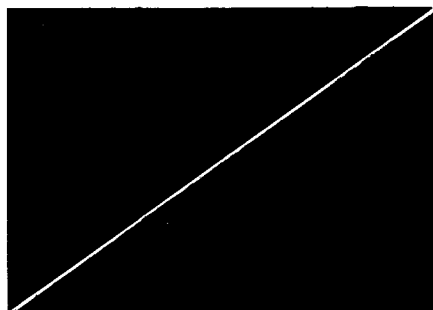
Et si d'aventure nous n'obéissons pas « aux lois orthologiques de la pensée, nous nous trompons et nous pouvons être rappelés à l'ordre par ceux qui s'y soumettent... » (B-38)

Pour tout complément de « bio »:
IFO, 39 rue Burdeau 69001 LYON
Téléphone 839-28-78.
Demandez Pig Brother.

signé: Bio-dégradable

(1)

- A- Franchir le Rubicon
- B- Le Défi européen
- C- Les jeux de l'homme et de la femme



FROM U.K.

Il est évidemment impossible de décrire toute la vie d'une nation en quelques pages. Je traiterai dans cet article de trois

questions d'importance concernant la société britannique actuelle et je terminerai sur une brève description du mouvement anarchiste britannique.

1 - LE SDP

Le grand évènement politique de l'année a été la création du Parti Social Démocrate (SDP). Celui-ci possède pour l'instant 25 députés: un ancien conservateur, un grâce au résultat de la victoire du SDP dans une élection partielle, le reste étant formé d'anciens députés travaillistes. Tandis que son administration provient surtout de l'ancienne aile droite du Parti Travailliste, la plus grande partie de son soutien est composé d'électeurs de la droite modérée, du centre de « bon sens ». Le SDP est présentement allié au Parti Libéral - le parti centriste traditionnel -; et les sondages récents laissent penser que 45 % des électeurs voteraient pour cette coalition centriste aux prochaines élections.

Mais quel est le sens exact de cette nouvelle alliance? En fait, personne ne le sait. L'absence de programme est remplacée par des formules incantatoires comme le « réalignement fondamental de la politique britannique » et par la fascination de la nouveauté. Le quinzomadaire anarchiste britannique FREEDOM a publié un article intéressant qui fait la comparaison entre cette nouvelle alliance et le fascisme des années 30. Les deux mouvements peuvent à première vue sembler n'avoir rien en commun; il y a pourtant des ressemblances. La croissance soudaine du SDP est le résultat d'une campagne de propagande très efficace qui s'appuie sur le désenchantement populaire à propos de la politique parlementaire; qui est centrée sur quatre grandes stars en occultant tout débat; et qui fait des promesses contradictoires à chaque groupe social; en somme une forme nouvelle de politique de masse complètement irrationnelle.

Le succès du SDP montre la désillusion des Britanniques pour le système parlementaire; son avènement montre de quelle façon cette désillusion peut être indéfiniment récupérée en l'absence d'une organisation révolutionnaire cohérente.

2 - LE PARTI TRAVAILLISTE ET LA CND

Une des raisons de l'ascension rapide du SDP a été la longue campagne dans la presse britannique pour exagérer et exacerber les divisions au sein du Parti Travailliste. La presse britannique est presque entièrement de droite, les seules exceptions étant le GUARDIAN (Libéral) et le quotidien du Parti Communiste, le MORNING STAR, qui est sur le déclin. Les deux sujets de discussion au sein du Parti Travailliste - la démocratie intérieure et la modernisation de son idéologie capitaliste d'Etat - sont soigneusement confondus par les médias, avec comme résultat automatique que le flou imperturbable du SDP paraît comparativement plus cohérent.

Le débat chez les travaillistes a donné quelques résultats positifs. Une polémiq parmi les plus radicales des municipalités travaillistes ont, sous la pression des groupes écologistes, décrété leur commune « zone non nucléaire », ce qui veut dire qu'ils refuseront d'autoriser le transport de déchets nucléaires et qu'ils s'opposent activement à toute préparation de guerre nucléaire dans leur ville. La position du Parti Travailliste dans l'ensemble est pronucléaire, quelque chose entre celles du PS et du PC français. La ligne du Parti Travailliste (qui diffère généralement de celle d'un gouvernement travailliste) est aujourd'hui officiellement en faveur du désarmement unilatéral.

L'engagement du Parti Travailliste a été une des raisons qui ont permis aux manifestations de la Campagne pour le Désarmement Nucléaire (CND) d'attirer tant de monde (250 000 personnes), et, comme garniture les révolutionnaires anarchistes frustrés, pleurant l'absence de zèle insurrectionnel. (Un instant de réflexion devrait suffire pour voir qu'on n'aurait jamais permis à 250 000 personnes de se rassembler à Londres s'il y avait eu la moindre chance d'insurrection). Quoiqu'il en soit, révolutionnaire ou

non, le CND est important. De plus en plus de gens se mettent à critiquer la politique du gouvernement en matière de défense: selon des sondages d'opinion, la moitié peut-être de la population est opposée à l'installation des missiles américains Cruise et une minorité étonnante est en faveur du désarmement nucléaire unilatéral.

Aucun des grands partis n'a encore pris position contre l'énergie nucléaire qui n'est combattue que par les divers groupes minoritaires: depuis le Parti des Travailleurs Socialistes (trotskysant bureaucratique), en passant par le Parti Ecologiste (écologo-bureaucratique-conservateur) jusqu'aux Amis de la Terre (qui allient mollesse et jus de carottes) - avec quelques groupes libertaires d'action directe.

Quelques sections et fédérations syndicales isolées ont passé des motions anti-nucléaires. Beaucoup d'autres se sont contentées de motions opportunistes demandant d'assurer la sécurité des travailleurs du nucléaire dans leur emploi (« Safety at work »).

Je pourrais en dire bien plus mais je pense que le tableau général est clair: alors qu'une opposition croissante se fait jour, la tendance la plus courante est à la récupération, il n'en résulte pas une volonté générale d'autogestion, mais au contraire une croissance du SDP - ou des témoins de Jéhovah!

3 - LES ÉMEUTES DE L'ÉTÉ ET LA CULTURE DE LA JEUNESSE BRITANNIQUE

Je pense que la presse de la gauche révolutionnaire - anglaise ou française - n'a pas compris les émeutes de l'été. Proclamer ces petites émeutes comme la Révolution, c'est empêcher l'analyse révolutionnaire. Tout d'abord les émeutes n'étaient pas du tout une révolution. Elles ne comptaient que 15 000 personnes - noirs ET blancs, de gauche et de droite, et des qui s'emmerdent, surtout des jeunes, surtout des hommes. Elles n'avaient pas de programmes, même pas de slogan. Donc, n'importe quel politicien ou fabricant de partis pouvait dire « la jeunesse de Brixton s'émeutait parce que... ». On a même vu un député conservateur à la télévision qui disait que les émeutiers s'agitaient contre l'inflation. A mon avis les antécédents des émeutes sont plus importants que les émeutes elles-même et c'est ce que les révolutionnaires devraient comprendre au lieu de les glorifier. Leur cause première était la désaffection de la jeunesse britannique envers la culture et la société dominantes de Grande-Bretagne. Cette désaffection n'est pas explicitement politique: c'est plutôt une désaffection anti-politique ou nihiliste. Bien sûr, on peut voir des tendances politiques dans les « cults » (1) des jeunes. Mais la plupart des organisations de gauche comme « Rock Against Racism » et l'« Anti-Nazi League », n'ont rien fait qu'essayer de suivre les jeunes; et souvent sont rejé-

tées par eux parce qu'elles ne sont que des façades constituées par la gauche léniniste.

C'est en 1976 que le PUNK est né, personne ne l'a compris. Les punks portaient des croix gammées, mais ils n'étaient pas fascistes. De même, ils portaient des A cerclés, mais sans être anarchistes; des vêtements d'esclavage, sans vouloir pour autant être maître ou esclave; ils avaient des allures agressives sans être violents. Est-ce que c'était une forme nouvelle pour «épater les bourgeois»? Peut-être - et en vérité le Punk fut récupéré très rapidement par les magasins de vêtements, par les producteurs de disques; mais il y avait une vraie philosophie punk, une philosophie de nihilisme actif.

Après quelques années, quelle est la situation? La moitié des punks sont récupérés, une poignée est maintenant néo-fasciste et peut-être le tiers est consciemment anarchiste. Anarchiste sans adhérer à une plateforme anarchiste, sans avoir lu Bakounine; mais anarchistes parce qu'ils sont contre toutes formes récupérantes et parce qu'ils sont pour une forme de vie autonomiste et libertaire, qu'on peut voir dans les fanzines punks et dans les groupes et les bandes punks - les groupes punks les plus anarchistes sont CRASS et POISON GIRLS. CRASS est explicitement anarcho-individualiste et leurs chansons sont contre la guerre, l'autorité et la religion. POISON GIRLS est relativement plus doux musicalement et est plus concerné par le féminisme libertaire.

Cette minorité anarchiste consciente parmi les punks (je ne veux pas dire «politique» parce qu'ils sont vraiment anti-politiques; actuellement on peut penser que la culture punk est une nouvelle forme d'organisation et d'action révolutionnaires qui remplacerait et annulerait les précédentes), cette minorité a influencé les autres formes de culture des jeunes. Maintenant, la plupart des «cults» des jeunes ont une orientation politique, d'ordinaire implicite, quelquefois explicite. On peut formuler un bilan:

- les punks -anarchistes/nihilistes.
- les skinheads, ouvriéristes de troupeau, suivant la musique «OT!», néo-fascistes, mais AUSSI travaillistes modérés et quelque fois vraiment anti-racistes avec les
- rude-boys, two-tone - jeunesse ouvrière noire ou blanche, qui aiment la musique SKA. Souvent anti-racistes.
- les Mods - jeunes conformistes qui se croient rebelles - futuristes de bazar.
- les rastas - jeunes noirs, quelque fois mystiques ou pacifistes, parfois plus militants et anti-racistes.
- les new-romantics - jeunes bourgeois décadents amateurs.

La moitié, peut-être, de la jeunesse britannique urbaine s'identifie avec l'un de ces «cults». Souvent ils se combattent; dans les manifestations, à Londres, il y a fréquemment un cortège punk avec la gauche et un cortège de skinheads avec la droite néo-fasciste qui attaque la manif. Les émeutes de l'été sont exceptionnelles, elles étaient des occasions ou les «cults» de la jeunesse étaient d'accord.

Une nuit on voyait les flammes de Brixton à la télévision; la nuit suivante, les skinheads de l'Est londonien allaient à Brixton et demandaient:

«- Besoin d'un coup d'main c'soir?».

Et les rastas répondaient:

«- Peut-être, yeah...».

J'étais à Birmingham pendant le mois de juillet 81 et j'ai vu des jeunes de douze à quatorze ans qui jouaient à l'émeute avec les SPG (les CRS britanniques) - oui, il y avait des vitrines cassées, des mêlées, des arrestations; mais c'était un jeu, ils riaient et couraient comme au football. On appelait ces émeutelettes les «émeutes d'imitation» et certains ont demandé qu'on censure les informations à la télé pour empêcher ces émeutelettes.

Les émeutes, sans être révolutionnaires, sont les symboles de la colère de la jeunesse britannique. Il y a une haine pour l'autorité - et particulièrement pour la police - mais cette haine n'est pas du tout politisée. (On doit noter aujourd'hui que le groupe anarchiste et la librairie anarchiste de Brixton ne restent composés que de blancs).

4 - LES ANARCHISTES, LES FEMINISTES, L'IRLANDE, ETC...

Je suis Anglais. Cela signifie que j'en sais sans doute moins que vous sur le sujet de l'Irlande du Nord. Je me bornerai à dire que les groupes républicains ont pris ces dernières années une résonance de plus en plus socialisante et que le retour d'une culture celto-gaëlique se renforce au Pays de Galle, en Ecosse et même en Cornouailles.

La presse française semble avoir une compréhension plus juste que la presse anglaise de la question irlandaise. Il est cependant un point où elle se trompe constamment, c'est sur les attitudes des Anglais envers l'Irlande du Nord.

Elle rapporte que les Anglais ressentent peu de sympathie pour les grévistes de la faim de l'IRA.

Ceci est vrai car la plupart des Anglais détestent l'IRA pour la simple raison que leurs bombes ont tué beaucoup de civils anglais. Cependant, beaucoup d'

Anglais sont contre la présence des troupes britanniques en Irlande du Nord et la plupart acceptent que l'Irlande du Nord devra devenir un jour indépendante.

Il n'y a que deux organisations nationales libertaires en Grande-Bretagne. SOLIDARITY existe depuis 20 ans et compte environ 50 membres. A l'origine, il était lié au groupe français SOCIALISME OU BARBARIE, aujourd'hui sa position est socialiste libertaire critique, position difficile à résumer par ces trois mots. Il publie un journal quatre ou cinq fois par an et relie quelques militants entre eux. L'autre groupe est le DIRECT ACTION MOUVEMENT (DAM) qui existe depuis trois ou quatre ans, est anarcho-syndicaliste, comptant probablement plus de 200 membres. Il connut un moment une croissance rapide dans les régions industrialisées du Pays de Galle.

La plupart des villes ont un groupe anarchiste ou socialiste libertaire, généralement indépendant de SOLIDARITY ou DAM. Il y a aussi une ou deux fédérations régionales qui fonctionnent. Leurs positions actuelles divergent énormément sur un grand nombre de questions - le féminisme, l'IRA, la non-violence, la coopération avec les groupes écologistes ou avec les «inter-orgas» de groupes anti-racistes et anti-fascistes - les groupes anarchistes britanniques sont désespérément divisés. Une fois par an environ, nous nous rassemblons dans une conférence nationale et nous voyons combien nous avons peu en commun.

Le mouvement féministe est, en Angleterre, de plus en plus marginalisé. Il est systématiquement attaqué et ridiculisé par les médias. Malheureusement, la vieille garde anarchiste se joint à cette campagne. Certains féministes y répliquent en s'isolant. Maintenant, il existe une tendance «séparatiste» qui refuse toute coopération avec les hommes. C'est un cercle vicieux.

S.

(1) Ce mot, en Anglais, signifie une façon de vivre particulière et jusqu'aujourd'hui de divers groupes de jeunes.

FREEDDM est Le journal anarchiste, SA librairie est LE meilleur endroit pour tout renseignement.

ADRESSES:

FREEDDM (journal et librairie)
Angel Alley
846 Whitechapel High St.
LONDON E 1

CND (Réformiste)
29 Great James Street
LONDON WC1N 3 EY.

SPARE RIB (Féministe -quelquefois libertaire)
27 Clerkenwell Close
LONDON EC1R 0AT

SOLIDARITY (journal et organisation)
123 Latham Rd
LONDON E 6.

DAM
c/o Smiths Arms
Baglan Rd
Treherbet
Mid Glamorgan
SOUTH WALES

DEMOCRATIE EN TUNISIE:

MYTHE OU REALITE?

« **L**a Tunisie: un pays du tiers-monde qui accède à la démocratie », c'est épatant ! rétorquent les adeptes du « mieux qu'avant » pour qui le totalitarisme est le lot de ces contrées à visage sauvage et de ces lieux de putschs infernaux. Et, de ce fait, le moindre changement est considéré comme une révolution en marche. Qu'est-ce qui a changé dans ce pays du Maghreb depuis que Mazli est à la tête du gouvernement pour laisser entendre de tels propos et laisser rêveurs Tunisiens et touristes ? Est-ce l'âge de l'autogestion et de la démocratie directe ? Point d'illusions compagnons. Ces choses ne sont pas des produits étatiques et les anars le savent bien.



1- LA DEMOCRATIE, ÇA SE DONNE ?!

A l'actif de ce régime, selon les défenseurs du statu quo et du changement sans douleur, on peut retenir :

- la libération progressive de tous les détenus syndicaux et certains détenus politiques.
- l'autorisation aux journaux « indépendants », comme le Phare et le Maghreb, et aux journaux de l'opposition modérée, comme Erraï, Démocratie, l'Avenir, l'Unité, Nouvelle Voix de paraître.
- la levée de l'interdiction qui frappait le Parti communiste tunisien.
- la possibilité aux listes de l'opposition de participer aux législatives anticipées du 1er novembre 1981.
- enfin, l'autorisation aux syndicalistes de préparer leur congrès extraordinaire et d'élire démocratiquement des représentants.

Ce sont les mesures sur la base desquelles les discours officiels et officieux tunisiens et étrangers se sont appuyés pour définir le processus démocratique qu'il s'agit de soutenir et de rendre irréversible dans l'esprit et la pratique de l'opposition cette opposition qui, toujours prête à sauver le régime dans ses moments difficiles, (soutien du Front National lors de l'insurrection du 26 janvier 78, condamnation sans nuance de l'opération de Gafsa en 1980) pense trouver son bonheur dans ce gouvernement bien qu'elle monte le ton et se plaint de temps à autre de ses excès. C'est l'argument de l'arbre qui ne doit pas cacher la forêt; et la forêt ici, vous n'en doutez point, c'est la démocratie ! En oui ! Il faut bien se tailler une place dans le pouvoir en comptant sur lui mais en jouant la carte de démos (Peuple).

Cette cuisine démocratique après plus de 20 mois d'existence donne les plats suivants :

2- LES LIBERTES PUBLIQUES

Les journaux se voulant indépendants et ceux de l'opposition peuvent dévoiler certaines injustices (mais qui n'impliquent pas directement la responsabilité de l'autorité publique), peuvent relever l'a-constitutionnalité de certaines pratiques gouvernementales au prix d'une censure répétée et coutumière. Erraï a été censuré deux fois durant 6 mois depuis son apparition en 1977. Le Phare a connu plus de moments de censure (12 mois) que de vie réelle (*). Bien qu'ils soient prudents et moins critiques vis-à-vis du Combattant Suprême (Bourguiba, président à vie et ce n'est pas une blague) que le Figaro ou France-Soir à l'égard de V.G.E., les journalistes sont passibles de prison s'ils lèvent le petit doigt pour dénoncer le charisme de Bourguiba et le gaspillage auquel il se livre durant son anniversaire ou ses « soins » répétés en Europe.

Une plateforme juridique légalise cette forme de répression. En effet, la majorité des articles du code de la presse de 1975 est consacrée aux sanctions infligées aux personnes qui, par discours ou par voie de presse, expriment une opinion considérée comme diffamatoire à l'égard du pouvoir central. Par diffamation, il faut entendre toute expression qui ne rime pas avec l'officielle. L'offense au président est punie de 1 à 15 ans de prison. Celle faite au président de l'assemblée nationale et aux membres du gouvernement fait encourir une sanction de 3 mois à 2 ans. En outre, la distribution ou la simple détention de tracts et autres documents non autorisés sont punis d'un emprisonnement de 6 mois à 5 ans. L'apparition d'un journal est conditionnée par la délivrance d'un récépissé par le Ministre de l'Intérieur et les journaux peu-

vent toujours attendre s'ils se réclament de la lutte des classes !

Par ailleurs, les libertés de réunion et d'association sont réglementées respectivement par les lois de 1969 et 1959 qui interdisent tout rassemblement sans mandat ou visa préalable du Ministre sus-mentionné et qui possède un pouvoir discrétionnaire d'accord ou plutôt de refus.

Toutes ces lois continuent d'être appliquées, n'empêche que le pouvoir est, aux yeux de l'opposition, démocratique.

3- LES PROCES POLITIQUES

Il suffit de connaître cette législation pour comprendre le dynamisme des tribunaux et des prisons en Tunisie. Depuis 1966, des milliers de personnes, organisées ou non, ont été condamnées par des tribunaux d'exception ou de droit commun. Exemple de juridiction d'exception, la Cour de Sécurité de l'Etat a été montée pour juger des « délits » politiques. Il n'y a aucun recours dans cette cour contre les ordonnances de renvoi du juge d'instruction. Et les avocats peuvent être menacés de sanctions disciplinaires. Cette cour s'est réunie pour juger l'organisation « Travailleurs Tunisiens » en 1974, le Mouvement d'Unité Populaire de B. Salah en 1977, les syndicalistes en 1978 et enfin les nationalistes arabes en 1980. Bien avant, en 1968, le « Groupe d'Etudes et d'Action Socialiste Tunisien » a été condamné à des peines allant jusqu'à 16 ans de prison. Des centaines de marxistes ont été jugés entre 1972 et 1978. En 1980, deux libertaires ont été écroués et condamnés pour graffiti, soutien à l'insurrection du 26 janvier 78 et à la lutte autonome de la classe ouvrière. Les deux derniers procès politiques qui se sont déroulés sous le gouvernement Mzali ont touché les nationalistes arabes et les intégristes musulmans.



Photo Yves Guélaud / COSMOPOLIS

Les premiers, soutenus par la Lybie, ont pris d'assaut la ville de Gafsa (Sud Tunisie) en 1980. Le Destour (parti au pouvoir) a demandé et obtenu l'aide militaire et logistique française pour reprendre la situation en main. 15 protagonistes de l'opération Gafsa ont été condamnés à mort, les survivants purgent encore de lourdes peines. Le régime tunisien, après avoir contribué au renforcement des « frères musulmans » pendant la décennie 70 afin de contrecarrer la montée des révolutionnaires d'obédience marxiste, vient de frapper durement environ 80 intégristes à des peines allant jusqu'à 10 ans de prison ferme et ceci à la veille des élections anticipées du 1er novembre 1981. Toutes les forces progressistes du pays ont été unanimes pour réclamer une amnistie générale. Une commission « Amnistie Générale » a été organisée au sein de la Ligue Tunisienne des Droits de l'Homme sans grand succès. La seule réponse du pouvoir prétendument démocratique, c'est une « amnistie individuelle » n'effaçant les peines et ne rétablissant les droits civiques que pour certains citoyens. Plusieurs prisonniers politiques continuent de purger de lourdes peines, les ex-détenus libérés ne bénéficient pas de leurs droits civiques et certains d'entre eux ne sont pas rétablis dans leur fonction. Et la démocratie suit son cours?!

4 - UNE NEO-CLASSIQUE DIRECTION SYNDICALE

Selon certains observateurs, l'apport fondamental de l'actuel gouvernement est d'avoir résolu la crise syndicale. La question qui se pose: il l'a résolu aux dépens de qui? Les intérêts de la classe ouvrière sont-ils présents? Les rapports qu'établit le pouvoir avec l'organisation syndicale, les pressions qu'il exerce au niveau de la direction bureaucratique du

syndicat pour qu'elle se mette franchement à ses côtés dans sa lutte politique, ne permettent qu'une réponse négative à cette dernière question.

Après l'insurrection du 26 janvier 78, les responsables syndicaux furent l'objet de condamnations à de lourdes peines (de 2 à 10 ans). Ils ont été considérés comme les responsables de cette situation explosive qui en réalité trouve ses origines dans la détérioration du pouvoir d'achat de la classe ouvrière, du chômage croissant des jeunes et du pillage capitaliste et impérialiste du pays. La libération progressive des syndicalistes a été la première étape d'une opération devant rétablir l'image de marque de la Tunisie devant l'opinion publique nationale et internationale sans perdre le contrôle de l'organisation de masse.

Comme les ouvriers étaient majoritaires à soutenir la direction syndicale d'avant le 26 janvier 1978 et à dénoncer la nouvelle direction fantoche de Tijani Abid imposée en février 1978, le pouvoir a composé avec la direction de Habib Achour en proposant en 1980 la Commission Nationale Syndicale comprenant 9 membres de la direction « légitime » et 9 membres de la direction fantoche dans le but de préparer le congrès extraordinaire de l'Union Générale des Travailleurs Tunisiens. Déroulé à Gafsa dans les premiers mois de 1981, ce congrès a permis à la vieille direction de regagner ses responsabilités. Néanmoins, 127 sur 500 congressistes ont boycotté le congrès à cause de l'exclusive qui frappe Achour. Celle-ci n'a été levée que le 1er décembre 1981 par une décision présidentielle. (Voir Libération du 1er décembre 81)

Lors des élections législatives anticipées le Destour a manipulé la direction syndicale en lui « proposant » un « Front National » afin d'affaiblir l'opposition. La Commission Administrative de l'UGTT a voté à 53% pour la participation au Front. Ce vote est irrégulier parce que, en principe, c'est le Conseil National de l'UGTT (Commission Administrative plus délégués régionaux) qui doit prendre la décision si on se réfère à la première réunion de la CA depuis le congrès de Gafsa (27 juin 1981). Mais la bureaucratie syndicale a décidé arbitrairement de se prononcer sur les élections au sein de la CA, car elle est minoritaire au sein du Conseil National. Une fois de plus la classe ouvrière et la base syndicale se rendent compte que le clivage réel n'est pas entre syndicalistes et non-syndicalistes, mais plutôt entre ceux qui veulent maintenir la calssse ouvrière sous la coupe du parti au pouvoir ou ceux de l'opposition, et ceux qui défendent l'autonomie des ouvriers vis-à-vis de toutes les organisations partisans qu'elles soient de gauche ou de droite.

Le mouvement de grève qui continue de parcourir les différents secteurs de l'économie tunisienne (enseignement supérieur 19 novembre, enseignement secondaire 24 novembre, SNCFT 1-2 décembre...) montrent que rien n'a été encore fait pour instaurer les bases d'une démocratie réelle où les producteurs et les créateurs trouvent leur compte:

5-DES LEGISLATIVES « DEMOCRATIQUES » MAIS PAS UN STRAPONTIN POUR L'OPPOSITION

A croire le pouvoir en place, les législatives anticipées constituent le couronnement du « processus démocratique » puisque toutes les organisations peuvent se présenter à ces élections.

Le Parti « communiste » tunisien était parmi les premiers à se lancer dans la « guerre électorale » après la levée de la mesure de suspension (le 18 juillet 81) qui le frappait depuis janvier 1963. Sa reconnaissance vient à un moment où les intégristes musulmans commencent à devenir une force de frappe et où la modération du PCT peut contribuer au développement des illusions sur la démocratisation du pays.

Les Sociaux-Démocrates (M.D.S.) s'inscrivent dans la droite ligne du Destour (Constitution). Ils ne contestent pas la légitimité historique du P.S.D. au pouvoir mais espèrent une participation à ce pouvoir afin de consolider les bases de l'Etat. Pour ce mouvement, ainsi que pour le mouvement d'Unité Populaire non Ben Salahiste (MUP II), ces élections représentent un enjeu vital où leur légalisation va se jouer puisque leur reconnaissance a été subordonnée à l'obtention de 5% des voix.

Résultat: la plupart des réunions de l'opposition ont été suspendues sous l'effet de l'intervention violente des milices destouriennes (militants du P.S.D.), les observateurs électoraux désignés par l'opposition ont été mis à la porte et aucun siège n'a été accordé à l'opposition. Cette mascarade a été désapprouvée jusque dans les milieux destouriens. Ainsi certains Destouriens ont accusé le Ministre de l'Intérieur et les Gouverneurs de falsifier les élections (Voir Jeune Afrique du 2 décembre 1981).

Cette falsification flagrante des législatives, les procès politiques, l'absence d'amnistie générale, l'étouffement des libertés individuelles et des droits publics, la mainmise sur les organisations de masse sont-ils contrebalancés par les simulacres d'une démocratisation? Serions-nous toujours pris au jeu des discours pompeux sur une démocratie qui s'arrache et ne se donne jamais?!

Abdel A.

(*) *On vient de savoir que le Phare est de nouveau censuré pour 3 mois à cause d'un article intitulé: « Ces polonais qui nous ressemblent ».*

INTERVIEW

ITINÉRAIRE D'UN

LIBERTAIRE TUNISIEN



Photo Yves Guélaud / COSMOPOLIS

IRL: Comment es-tu venu aux idées libertaires ?

Abdel: J'ai commencé à militer à partir des années 70. La plupart des militants de gauche ont déjà eu un précédent qui est le Parti Communiste Tunisien; et, comme on n'était pas d'accord avec le Parti, qui existait depuis les années 20, pas d'accord sur ses positions historiques (essentiellement vis-à-vis de la colonisation, parce qu'à ce moment-là le PC était pro-colonialiste, qu'il optait pour une Tunisie et un Maghreb, d'une façon général, français), on a donc condamné ses positions et un grand nombre de militants ont essayé de s'organiser dans un mouvement de gauche qui n'adopte pas les positions du PC. Et, dans les années 70, on a connu, dans la région où j'habitais, un enseignant de philo qui nous a aidé à connaître la pensée d'extrême-gauche, la pensée maoïste...

IRL: Il était lui-même tunisien?...

A: Non, c'était un coopérant français et il militait dans un mouvement maoïste en France; il propageait ses idées maos partout où il passait...

Donc, petit à petit, à l'échelle nationale, il y a eu la création, dans les années 66-67 des Groupes d'Etudes et d'Action Socialiste, groupes qui se veulent d'extrême-gauche et où l'on retrouve des militants maoïstes, trotskistes, tous ceux qui se réclament de la gauche et qui refusent les positions du PC... A partir des années 72-73, le groupe devient de plus en plus important; puis on a constitué l'organisation «Travailleurs Tunisiens» qui a commencé à militer en France et qui a eu beaucoup d'écho en Tunisie où elle est considérée comme la principale organisation d'extrême-gauche. A ce moment-là, vu le caractère «militariste» de cette organisation, moi, comme beaucoup d'autres nous avons critiqué et critiquons encore les positions «militaristes» de cette orga et le type de rapports qu'établissent les militants entre eux: comité central, militants de base... Le rôle des militants de base étant d'exécuter les positions du comité central qui se réduisait à quelques personnes...

IRL: Dans cette orga, les cadres étaient ils généralement des étudiants ou des ouvriers?

A: C'était essentiellement des étudiants parce que ce sont eux qui peuvent accéder à la pensée révolutionnaire et socialiste d'une façon générale. Il y a eu quelques tentatives d'intégrer des ouvriers qui, finalement, ont échoué parce que, dans le pays, la conscience ouvrière est essentiellement «trade-unionniste» (1), ce qui ne permettait pas la floraison d'une conscience politique. Il y avait aussi des fonctionnaires qui se comptaient sur les doigts d'une main. A plusieurs reprises, j'ai été taxé de trotskiste parce que j'avais critiqué les décisions du comité central; puis il y a eu plusieurs procès de l'organisation qui s'est effritée. Il reste encore des gens dans cette organisation stalinienne qui est surtout influente dans les milieux étudiants. Mais elle n'a que peu d'écho parce qu'elle est

maintenant divisé en plusieurs tendances. Finalement, fin 74, j'ai quitté l'organisation parce qu'elle ne correspondait pas à ce que je voulais, au travail révolutionnaire que je voulais mener. Pendant plusieurs années ça a été l'expectative, comme ni le trotskisme, ni l'anarchisme étaient relativement développés (il n'y avait pas assez de bouquins vu que le stalinisme de l'organisation étouffait toutes les autres thèses que les thèses stalinienne) et, de ce fait, on a essayé de mener chacun son chemin individuel, jusqu'à ce que, petit à petit, on commence à réfléchir. Par l'intermédiaire de quelques personnes qui avaient émigré en France et en Europe, on a pu avoir de la littérature, on a pu lire Pannekoek, Castoriadis, etc... Après, un anarcho-syndicaliste nous a permis de connaître Bakounine, Kropotkine... et, à partir de ce moment-là, on ne peut pas dire que c'est un mouvement anarchiste qui a commencé à émerger mais un mouvement autogestionnaire qui refuse le stalinisme et qui opte pour ce qu'on peut appeler les Conseils Ouvriers. Donc, à partir des années 80, quelques groupes qui se réclament des Conseils Ouvriers ont commencé à travailler et existent essentiellement dans le milieu étudiant, car c'est surtout dans ce milieu-là que ces idées sont propagées. Maintenant, ça commence dans les milieux ouvriers, surtout les milieux syndicalistes car il y a eu beaucoup d'anarcho-syndicalistes qui sont revenus au pays; ça commence à se développer, surtout à partir de l'insurrection du 6 janvier 1978 (2)...

IRL: des anarcho-syndicalistes tunisiens?
A: Des tunisiens qui étaient immigrés en France...

IRL: Ces groupes anarcho-conseillistes, ça représente à peu près quoi?

A: Numériquement, ce n'est pas trop important. Mais il y a beaucoup de Tunisiens qui sont encore conseillistes, qui militent dans des organisations en France, ou qui ont milité dans des orgas comme l'Internationale Situationniste ou Socialisme ou Barbarie (3). Il y en a encore qui continuent de travailler d'une manière ou d'une autre, qui font surtout de la traduction de textes conseillistes en arabe... D'autres, qui étaient anarchistes ou conseillistes, les plus vieux, ont abandonné. La nouvelle génération de conseillistes est une génération d'étudiants qui, comme moi, ont déjà eu un passé, ont milité dans des organisations stalinienne et qui, finalement essayent de s'afficher non pas en tant qu'anarchistes mais en tant que gens qui refusent d'être dans la mouvance du courant communiste stalinien. En 1980, on a tenté une expérience avec à peu près une dizaine de personnes (des étudiants principalement): on a créé une petite organisation «Pour les Conseils Ouvriers», regroupant à la fois des anarchistes et des trotskistes. Ça n'a pas marché parce que, effectivement, les divergences au sein de ce regroupement, entre anarchistes et trotskistes, sont assez grandes. Mais on ne peut pas dire que le mouvement anti-sta-

linien de gauche en Tunisie est vraiment dominant; quelques brèches commencent à s'ouvrir et je crois qu'il est possible qu'un mouvement anarchiste puisse voir le jour, bien qu'il y ait d'énormes difficultés (4); et ces difficultés proviennent essentiellement de la nature des sociétés dans lesquelles on vit: ce sont des sociétés totalitaires, donc même la démocratie, au sens bourgeois du terme, n'est pas permise. On ne peut pas trouver de groupes anarchistes, trotskistes, d'extrême-gauche... peu importe, qui vendent leur littérature. On ne peut jamais trouver ça. Le travail se fait essentiellement dans la clandestinité et ceux qui se permettent de parler devant tout le monde sont, pour les anarchistes, les anarcho-syndicalistes, puisque, en principe, les syndicats sont tolérés.

IRL: Votre groupe s'est-il manifesté, à quel moment et comment? Est-ce qu'il y a eu des meetings, des journaux, des bombages...?

A: C'était, avant tout, un travail théorique. On parlait presque de rien, il n'y avait pas de précédent, comme ici. On ne peut pas trouver une littérature abondante à laquelle on se réfère pour connaître un peu les diverses positions, donc il fallait qu'on cherche nos sources: c'est un travail fondamental. Et, lorsque quelqu'un part à l'étranger, on lui demande de nous rapporter quelques bouquins. Donc, travail théorique: essayer de formuler des positions vis-à-vis de ce qui se passe dans le pays et aussi essayer de répondre aux positions stalinienne qui sont assez dominantes ici, le problème du militarisme... Il faut donc avoir une position antimilitariste, trouver des arguments... Autre exemple, la défense de l'écologie, de quelle manière elle se fait parce que les staliens ne se soucient pas tellement de l'environnement. Avoir aussi des positions concernant la nature de la révolution parce que maintenant, les staliens d'extrême-gauche, la gauche, la droite, tous ne réclament pas une révolution socialiste dans le pays, mais une révolution nationaliste et démocratique. Pour eux, ce n'est pas l'étape de la révolution socialiste mais l'étape de la révolution nationaliste et démocratique. Ils reprennent donc la position de Mao, ce qu'il appelait la «démocratie nouvelle»: il faut avoir une bourgeoisie nationale importante pour faire cette accumulation primitive qui n'a pas pu se faire dans ce pays et permettre une certaine démocratie, empruntée à la démocratie bourgeoise mais qui serait dirigée par le PC (5).

IRL: Ce sont un peu les positions marxistes traditionnelles?

A: Oui, c'est la position maoïste. Mao a écrit dans le tome 2 de ses écrits (Maspéro éditeur) ce qu'on appelle la «démocratie nouvelle» où il dit que la révolution dans les pays qu'il appelle «périphériques» (cf. aussi les économistes comme Samir Amin) est une révolution nationale et démocratique et pas une révolution socialiste. Donc, il faut répondre à cela, parce que c'est aussi une manière de tromper la classe ouvrière que de dire

qu'il vaut mieux qu'elle soit exploitée par la bourgeoisie nationale que par la bourgeoisie impérialiste. Pour la classe ouvrière, pour nous du moins, que la classe ouvrière soit exploitée par l'une ou par l'autre, ça revient au même! Donc il faut essayer de formuler un point de vue assez argumenté pour répondre aux positions stalinienne. Donc, au début, la première étape a été une étape de travail théorique et je pense qu'elle n'a pas été achevée parce qu'il nous manquait les références, les sources d'information et comme le groupe n'était pas très important, ce travail n'a pas pu être achevé. Je considère que moi-même je n'ai pas pu finalement acquérir une conscience anarchiste et théorique assez élaborée et rigoureuse jusqu'à maintenant; il y a beaucoup de textes que je ne connais pas, même des «classiques» comme Bakounine ou Kropotkine.

Donc, c'était la première étape et, en même temps, on faisait un travail de propagande, comme par exemple les inscriptions murales. On a fait des bombages pour soutenir l'insurrection du 26 janvier 1978, pour soutenir les syndicalistes dans leur lutte contre la bureaucratie, syndicale même, contre le pouvoir en place et pour défendre l'autonomie de la classe ouvrière, le fait qu'elle ne compte pas sur un parti ou un syndicat bureaucratiques pour revendiquer ce qu'elle a à revendiquer mais qu'elle compte sur ses propres forces. Cette pratique de propagande a mis fin à nos activités en 1980 parce que certains d'entre nous se sont fait emprisonner; puis le groupe a disparu.

IRL: Le groupe dont tu parlais tout à l'heure?

A: Oui, le groupe dont je parlais. Les trotskistes se sont désolidarisés, considérant qu'on ne pouvait pas continuer ensemble. Il y avait les anarchistes plutôt individualistes qui ne voulaient pas d'un travail politique réel. Leur problème, c'est vivre l'anarchie dans la vie quotidienne; ce n'est pas la politique qui les intéresse mais plutôt une quotidienneté qu'ils veulent assumer. Il y a le reste, moi et d'autres personnes qui finalement ont essayé de reprendre un travail théorique avant de continuer un travail de propagande. Voilà la situation. Finalement, on ne peut pas réellement parler d'un mouvement anarchiste; peut-être existera-t'il un jour, c-a-d qu'il faut un travail théorique assez profond et qui n'est pas encore fait. On essaye de faire le maximum mais il y a des difficultés énormes et aussi le fait que finalement on sent que le travail qu'on fait est un peu anachronique par rapport à la réalité quotidienne. La réalité quotidienne est une réalité foncièrement de droite, une réalité bureaucratique; le changement qui s'annonce est un changement essentiellement de démocratie bourgeoise. Toute l'opposition est maintenant d'accord pour qu'il y ait un changement dans le régime lui-même, c-a-d qu'il n'y a pas contestation de l'appareil d'Etat. L'opposition, d'une

façon générale, essaye de faire introduire l'idée que l'Etat est nécessaire mais qu'il faut qu'il y ait un Etat démocratique. Et c'est une idée qui passe facilement au sein d'une population qui est dans sa majorité analphabète. D'où une autre difficulté du mouvement anarchiste de pouvoir s'implanter dans un pays totalitaire. La première revendication c'est d'être moins totalitaire et pas abolir le totalitarisme et, finalement, la démocratie bourgeoise permet ça, dans certaines limites.

IRL: Mais est-ce que justement tu penses que cette évolution vers une démocratie bourgeoise ça peut aussi vous permettre de développer un travail de propagande?

A: Non, je ne pense pas. Je considère que dans les pays du tiers-monde, il y a une différence fondamentale avec les pays industrialisés ou les pays du Centre, c'est que même l'opposition est très vigilante vis-à-vis des gens qui proposent des solutions radicales, parce que pour elle, c'est jouer le jeu de la droite que d'être radical. Pour elle, c'est un argument qui lui permet de composer avec le pouvoir en place; la première chose qu'elle fait dans ses analyses et commentaires c'est critiquer ce qu'elle appelle le gauchisme. Et sa collaboration va même jusqu'à des dénonciations policières. Je pense donc que dans ces pays totalitaires, une démocratie bourgeoise ne permet pas un travail réel pour les anarchistes. Bien que, au Sénégal (6), il paraît que ça commence à s'amorcer; je n'arrive pas à donner une explication, mais, d'après l'article que j'ai lu, il y a un mouvement anarchiste qui commence à émerger.

IRL: Tout à l'heure, tu parlais de deux courants qui se sont rencontrés: un courant d'intellectuels qui venaient de «Socialisme ou Barbarie» ou des mouvements conseillistes et un courant d'immigrés revenus en Tunisie, anarcho-syndicaliste. La cohabitation entre ces deux tendances, ces deux groupes de personnes de formation différents, est-ce que ça a posé des problèmes?

A: A ma connaissance, il n'y a pas eu de débat public entre ces deux organisations. Il n'y a pas maintenant de distinction entre les deux. Elles se réclament de positions radicales par rapport à la situation qui existe dans les pays du tiers-monde. Chez vous, il est possible qu'il y ait des divergences flagrantes entre les conseillistes qui se réclament de «Socialisme ou Barbarie» et les anarchistes. Mais dans un pays comme la Tunisie, je pense que tous les mouvements radicaux ont intérêt à collaborer, ce qui a été fait. Jusqu'à maintenant, au niveau théorique, les intellectuels isolés qui se réclament du radicalisme, n'ont pas tranché sur la situation. Parce que, en Tunisie, historiquement, il y a eu un grand mouvement syndical. Historiquement, il y a la possibilité qu'un mouvement anarcho-syndicaliste puisse se développer sur des bases solides. D'une part. Et, d'autre part, selon nous, en principe, le conseilisme c'est, d'après ce que proposait Pannekoek dans ses analyses, le type d'organisation révolutionnaire pour la classe ouvrière, en ce sens que les partis politi-

ques étaient une première étape avec les syndicats et puis, au début du 20ème siècle, les conseils ouvriers ont pu émerger. Et c'est le type approprié au degré de conscience de la classe ouvrière donc, à priori, il n'y a pas de contradiction entre un syndicaliste révolutionnaire qui considère que le syndicat, en fin de compte, n'est qu'un moyen qui lui permet de réaliser une société sans classe et sans Etat et les conseillistes qui finalement considèrent que tout le pouvoir doit revenir aux conseils. A priori, il n'y a pas de contradiction et surtout dans un pays comme la Tunisie qui, à mon point de vue, peut évoluer dans un sens anarcho-syndicaliste plutôt que dans un sens conseilliste.

IRL: Les anarcho-syndicalistes en question, est-ce qu'ils militaient dans les syndicats en Tunisie et sous quelle forme?... Est-ce qu'ils se déclaraient anarcho-syndicalistes?... Comment essayaient-ils de le faire passer?...



Photo Yves Guélaud / COSMOPOLIS

A: Non, ils ne peuvent pas se déclarer en tant qu'anarcho-syndicalistes vu le statut des droits publics dans le pays. Le pays ne permet pas à des organisations qui ne se réclament pas du Front National d'exister. Donc toute organisation qui se réclame de la lutte de classe est une organisation considérée comme vendue à l'extérieur et qui doit être matée. Ça peut s'appliquer aux anarchistes ou même aux staliens. Donc les staliens n'ont pas la possibilité de militer dans la légalité vu qu'ils se réclament prétendument de la lutte de classe. La première réponse, c'est ça: les anarcho-syndicalistes ne militent pas dans la légalité mais ils existent. Ils sont adhérents dans le seul syndicat qui existe dans le pays, l'Union Générale des travailleurs Tunisiens (TT) et c'est au niveau des propositions

qu'ils font pour résoudre les problèmes quotidiens de la classe ouvrière qu'on peut les reconnaître comme anarcho-syndicalistes. Par exemple, dernièrement il y a eu le Front National entre le syndicat et le parti au pouvoir pour les élections législatives. Le parti en place a proposé au syndicat d'être ensemble dans ces élections pour s'opposer à l'opposition politique. La bureaucratie syndicale a marché dans la combine et finalement ce sont les anarcho-syndicalistes, les gens de l'opposition politique aussi, parce que ça ne les arrangeait pas et de l'extrême-gauche stalinienne qui ont refusé ce Front National. Le Front National portait un coup dur à l'autonomie du syndicat; donc, à travers ça, on peut apercevoir des positions radicales ou des positions non radicales.

IRL: Est-ce qu'il y a d'autres mouvements de tendance libertaire dans les autres pays du Maghreb?

A: Pas au Maroc où tout le mouvement d'extrême-gauche est un mouvement maoïste; il y a aussi des trotskistes. En Algérie, la situation est un peu différente. Le fait qu'il y ait beaucoup de berbères, donc une minorité nationale et le fait aussi que l'immigration est beaucoup plus importante a permis des contacts plus étroits entre les immigrés et les radicaux qui existent en France, de toutes tendances. Je connais quelques anarchistes, du moins individualistes. Donc, ça existe. L'idée de l'autogestion n'est pas une idée aussi étrangère à l'histoire de l'Algérie parce que, pendant le mouvement de libération nationale, au début des années 62, les paysans et les ouvriers ont instauré des systèmes autogestionnaires. Ces systèmes-là étaient défendus, par exemple par les conseillistes et, entre autres, l'Internationale Situationniste. Et il existe beaucoup de gens qui ont suivi le mouvement autogestionnaire.

IRL: Ce mouvement libertaire, au sens large, en Tunisie et en Algérie, est-ce qu'il a des possibilités de communiquer entre ces deux pays?

A: Il n'y a pas, à ma connaissance, mouvement libertaire au sens propre du terme; il faut attendre que ces mouvements existent pour pouvoir faire une coordination entre eux.

IRL: Qu'est-ce qu'il faut maintenant pour que le mouvement s'agrandisse?

A: A mon avis, il faut faire un travail théorique, contribuer à la formation de jeunes. Je pense qu'il y a, en Tunisie par exemple, un renouveau de jeunes qui sont anarchistes avant la lettre. Ils sont anarchistes dans leur vie quotidienne, dans le refus de l'Etat, dans le refus de Dieu et ils ne le savent pas, ils n'ont pas une théorie élaborée qui leur permet d'approfondir leur révolte. Je crois que si on s'adresse aux jeunes, on peut contribuer à l'existence d'un mouvement anarchiste assez puissant. Il y a un problème assez grave dans les pays musulmans: le problème de l'intégrisme, de l'Islam. Beaucoup de jeunes sont manipulés par des clercs musulmans, par des gens qui exploitent la révolte des jeunes, dans un sens foncièrement négatif. De

LA DIFFICULTE D'ETRE ANARCHISTE DANS UN PAYS SOUS-DEVELOPPE

I

L'anarchisme comme réalité politique pourrait-il exister dans des sociétés livrées à la famine, déchirées par le sous-développement, terrorisées par l'arbitraire de l'Etat absolu et broyées par le pillage impérialiste? Comment végète le libertaire dans cet amas de désordre tiers-mondiste? Quelle existence peut-il mener dans ces étendues qui font la sourde oreille à la démocratie aussi bourgeoise soit-elle?

L'atmosphère polluante dans ce centre capitaliste devient asphyxiante dans une périphérie où la raison d'être de la négation radicale de ce vieux monde est plus que contesté...

II

C'est la difficulté d'être dans cet univers de la nécessité et du retard institutionnel.

Crise de références: les projets révolutionnaires se font moins par rapport à des utopies, à l'imaginaire qu'en fonction de la réalité des capitalismes bureaucratiques (URSS, Chine, Albanie) ou monopolistes. Comment alors épauler des forces qui mettent comme « idéal révolutionnaire » la corruption du monde occidental ou le totalitarisme stalinien ou l'une de ses variantes. Qu'attendre de ceux qui aboient pour qu'un « Etat moins fasciste » vienne!?

III

Difficulté d'être dans une société d'un peuple affamé où le pain est récupération et où la révolution est détournée de ses objectifs par une simple promesse, un geste humain, un sourire royal ou présidentiel. La révolution rate son rendez-vous avec l'histoire lorsque la préhistoire des opprimés est celle du règne de la nécessité et de la course derrière les miettes. La critique de la vie quotidienne se réduit à la critique du ventre vide.

IV

Difficulté d'être dans une société où le maître est traditionnellement maître du jeu, où la hiérarchie est « naturelle », où l'homme est cette machine docile d'exécution et où la militarisation est présente jusque dans le geste d'amour.

Que pourrait-on dans un monde où la prise en charge est globale et où les délégués politiques et structureaux (famille, école...) sont les porte-paroles du pouvoir central auprès des opprimés?

V

Difficulté d'être au milieu de cette foule pour qui la laideur, la monstruosité et l'absurdité de Dieu n'est pas évidente. La gageure pour une transcendance les détourne du paradis terrestre, du beau humain qui ne tire sa force que de lui-même. Comment respirer dans cette vague d'intégrisme qui déferle sur le tiers-monde? La guerre des Croisades est à l'ordre du jour!

VI

Difficulté de cohabiter avec la « moitié du ciel » dans une société parsemée de prostitution, de viol, imbue de surrépression sexuelle et de misogynie. Des sexes qui ne se rencontrent jamais et la femme n'est que cet être réduit à son corps qui d'ailleurs ne lui appartient pas...

Difficulté d'être dans un monde en voie de sous-développement. Renaîtra-t-on des cendres pour enterrer la barbarie.

ce fait, il y a beaucoup de difficultés à parler avec les jeunes de problèmes tabous, d'autant plus que même l'extrême-gauche maintenant refuse de poser le problème de la religion. Il y a seulement les libertaires ou les gens radicaux qui maintiennent la lutte au niveau de la religion, de la morale. Ils considèrent que ça ne peut pas apporter beaucoup de choses, qu'on ne peut pas faire la jonction si on pose le problème de la religion, alors que, parmi les points qui m'ont poussés à adopter la pensée libertaire, c'est essentiellement cette contestation radicale, non seulement de l'Etat en tant qu'Etat, mais aussi de Dieu, alors que le problème reste foncièrement tabou, surtout avec ce qu'on appelle le renouveau islamique, la montée du Khomeinisme... Pour les anarchistes, il y a beaucoup de travail qui les attend. le travail théorique pour essayer de faire la jonction avec les jeunes, essentiellement les jeunes révoltés. L'an dernier et cette année aussi, les écoles ont été fermées pendant plus de trois mois; on assiste ces temps-ci à un mouvement lycéen, un mouvement étudiant (le premier est nouveau) et s'il y a le matériel théorique nécessaire, on peut contribuer à l'émergence d'un mouvement libertaire.

IRL: Est-ce que tu penses que les théories anarchistes, pour autant que ça soit quelque chose de cohérent, ce qui n'est pas sûr, est-ce que tu penses qu'elles peuvent être transposées comme ça dans des pays islamiques. Ce sont de théories qui

sont nées dans des pays de culture occidentales, européennes, est-ce que tu crois que ça peut être transposé tel quel dans des pays maghrébins, de culture islamique, ou bien est-ce que tu penses qu'une culture, une histoire différentes impliquent des nuances?

A: A priori, je me méfie de ceux qui posent les problèmes de l'humanité en termes d'identités culturelles. Beaucoup de gens, même dans l'extrême-gauche, pour réviser des positions radicales, disent qu'il faut adapter la théorie selon la situation vécue et, par là, ils entendent des compromis fondamentaux avec des positions radicales. Par exemple, la position vis-à-vis de l'Etat: beaucoup de gens considèrent que la contestation de l'Etat en tant qu'appareil est une contestation qui n'est pas rationnelle, qui n'est pas logique parce qu'il existe toujours un Etat. Ils disent que les Etats n'ont pas accédé à l'étape bourgeoise, comment alors on veut éliminer l'Etat ! Il faut donc qu'on passe par des étapes, comme le monde occidental l'a fait; il faut qu'on ait notre révolution bourgeoise pour, par la suite, opter pour la destruction de l'Etat. Je pense que ce type de logique participe à un certain déterminisme stalinien qui dit qu'il faut que toutes les sociétés passent par les mêmes étapes. Je considère que ce n'est pas vrai mais qu'il y a des points de vue essentiels qui peuvent exister partout, par exemple la révolte. Elle existe, qu'elle soit en occident ou en orient. Il est évident qu'elle revêt des formes diffé-

rentes, mais elle doit toujours avoir les mêmes principes...

IRL: Mais sur ces formes différentes, justement. Je voulais dire que Bakounine, Kropotkine... parlaient d'une forme d'Etat qui existait historiquement dans un lieu donné, une forme de pouvoir, religieux ou autre qui existait aussi à cette époque dans des endroits donnés... Compte tenu des formes, je ne sais pas si l'Etat a une forme différente en Tunisie, enfin peut-être pas fondamentalement, mais la religion est sans doute différente, est-ce que tu penses que ça implique une forme de lutte différente ?

A: Je pars des principes fondamentaux de l'anarchisme que je considère comme des principes universels, donc le fait de contester toute autorité quelle qu'elle soit, que ça soit l'autorité étatique ou l'autorité d'église. Et ça, je pense que c'est quelque chose d'ancré dans l'individu, donc quelqu'un qui réellement veut se réconcilier avec lui-même: la notion de réconciliation en tant que notion philosophique et que je considère comme une notion essentiellement existentielle. Toute personne finalement aime bien ne pas être dirigée par quelqu'un, aime bien ne pas exécuter seulement des ordres mais réfléchir, aime bien s'épanouir sexuellement, aime bien manger... Ce sont des choses instinctives qui existent et sont ancrées dans le psychisme individuel, je crois, qui sont universelles et que la culture, la révolte, le fait que dans des pays les luttes radicales prennent un aspect



Photo Yves Guélaud / COSMOPOLIS

syndical, ou conseiller dans d'autres... Tout ça ne remet pas en cause l'universalité des revendications radicales. Et je pense qu'il faut se méfier quand même des positions qui se réclament d'une certaine spécificité et qui, finalement, tombent dans le réformisme.

IRL: Peux-tu nous parler de ton arrestation, pourquoi et comment ça s'est passé?

A: J'ai été arrêté le 26 janvier 1980, en pleine période de célébration des événements de l'insurrection du 26 janvier 78. A ce moment-là, j'étais enseignant et comme j'étais aussi syndicaliste, je ne savais pas pourquoi on m'a arrêté: pour les luttes syndicales ou pour autre chose. Les flics se sont introduits au lycée et, devant les élèves, ils m'ont amené. Ils ont pas parlé pendant trois jours. Ils ont commencé à me torturer, à me demander à quelle organisation j'appartenais et tout. Comme je n'ai rien dit, parce que je ne savais pas pourquoi ils m'avaient arrêté, ils m'ont montré des textes que j'avais moi-même rédigés: des textes théoriques, leçons de socialisme dans les pays totalitaires, des tracts qui concernent la hausse des prix et des salaires, donc des textes qui font partie du groupe «Pour les Conseils Ouvriers». Et, à ce moment-là, j'ai su que d'autres compagnons avaient été arrêtés en même temps parce qu'ils avaient fait des graffitis pour soutenir la lutte autonome de la classe ouvrière.

C'est dans ces conditions qu'on a été arrêté: pour un regroupement de travail théorique et de propagande au niveau de certains milieux. J'ai été condamné à un an, un ouvrier qui était avec moi, à huit mois et les autres ont été relâchés parce que, pendant cette période, le pays a connu l'opération de Gafsa. Il y a eu 15 exécutions et des pressions internationales (France et USA surtout) sur le gouvernement pour qu'il entre dans un processus de «démocratisation». Ce qui fait que certains d'entre nous ont été relâchés et nous, après quelques mois de prison, nous avons été amnistiés.

IRL: Quel était le chef d'accusation?

A: Pour moi, c'était «constitution d'organisation non reconnue, diffamation à l'égard du Président de la République et du Président du Parlement». Le Président du Parlement était en même temps le fantoche qui a été mis à la tête du syndicat. Et, lorsque j'ai écrits quelques tracts, j'ai considéré que c'était un fantoche et qu'il ne représentait en aucune façon la classe ouvrière, qu'il avait été imposé par la force. Ils ont donc considéré cela comme une diffamation et m'ont condamné.

IRL: Est-ce que vous avez eu des échos de la manière dont les tracts que vous avez distribués ont pu être reçus? Comment les aviez-vous distribués?

A: Ces tracts ont été distribués de main en main. Peu au niveau ouvrier, parce

qu'on avait pas de contacts très importants. Il y avait bien un ou deux ouvriers avec nous, donc des secteurs assez restreints. Surtout dans le milieu des intellectuels et de la gauche; ils ont considéré cela comme très dangereux parce on avait, par exemple, un tract qui disait comment nous évaluons la revendication syndicale de l'augmentation des salaires: tout en respectant cette revendication qui provenait de la classe ouvrière, on considère que ceci ne constitue en aucune façon une solution réelle, parce que le pouvoir augmente les salaires mais il augmente en même temps les prix et on se retrouve dans un cercle vicieux. On a proposé la lutte pour la gratuité des services: au niveau des hôpitaux, du transport... La gauche considérait ça à la fois comme du gauchisme, on ne prend pas en considération la situation de la classe ouvrière en Tunisie, parce que c'est une situation considérée à l'occident comme une situation de sous-prolétariat et, en même temps, c'est une façon de contribuer à la défense des positions de la droite qui ne veut pas l'augmentation des salaires. Ceux qui ont essayé de polémiquer avec nous, c'est l'extrême-gauche stalinienne, parce qu'elle considère qu'elle a à faire à des gens qui sont révolutionnaires mais qui ne sont pas de la même souche.

Propos recueillis en décembre 81

NOTES

(1) Ce terme, repris du nom des syndicats anglais, est utilisé par Lénine (en particulier dans «Que Faire?») pour justifier le rôle des «intellectuels» d'origine bourgeoise dans la direction des révolutions «prolétariennes». Pour Lénine, les conceptions «révolutionnaires» doivent être nécessairement introduites de l'«extérieur» dans la classe ouvrière, incapable par elle-même de sortir du réformisme. C'est au nom de cette conception que les Etats des pays de l'Est n'en ont jamais fini, comme en Pologne, d'éduquer des ouvriers perpétuellement à la traîne sur les chemins du socialisme.

(2) Insurrection du 26 janvier 1978: l'UGTT (Union Générale des Travailleurs Tunisiens), unique syndicat en Tunisie, est entré en conflit avec le régime, à cause de la non-satisfaction des revendications salariales, des licenciements dus à la fermeture de certaines entreprises régies par la loi du 27 avril 1972 après la politique protectionniste de la CEE et à cause de la main-mise devenue étouffante du pouvoir en place sur un syndicat qui se rejuvenit et devient conscient des causes de la crise économique (résolutions du 14ème Conseil National de l'UGTT). Des syndicalistes sont menacés et même agressés par les milices du Parti Destourien au pouvoir. La grève générale est déclenchée le 26 janvier 1978. Elle s'est transformée en insurrection avec la descente des sous-prolétaires, étudiants, élèves dans les rues de la Capitale et des principales villes de la Tunisie. 55 morts selon le chiffre officiel et des milliers de blessés. L'armée, venue renforcer la police a tiré sur la population et l'état de siège est proclamé pour plusieurs jours. Des milliers de jeunes et la majorité des syndicalistes sont condamnés à des peines allant jusqu'à 10 ans de prison ferme. Leur libération n'a été possible qu'après le mois de mars 1981.

(3) Les revues «L'Internationale Situationniste» et «Socialisme ou Barbarie» contribuèrent dans un contexte étudiant et intellectuel de gauche largement dominé par le marxisme et le léninisme, au développement en France d'un courant anti-étatique qui montra son importance au cours des événements de mai 68.

Fondée en 1949 par un groupe de militants en rupture avec le trotskisme, S.O.B. permit plus particulièrement de démystifier le «socialisme» des pays de l'est. Fondée en 1958, l'Internationale Situationniste permit au prix d'un élitisme souvent inacceptable, de développer une critique des sociétés occidentales qui rompa radicalement avec la langue de bois marxiste.

Longtemps diffusés par feu la librairie parisienne «La Vieille Taupe», les numéros de S.O.B. sont aujourd'hui introuvables (les articles des Castoriadis, un des principaux animateurs, ont été réédités chez 10/18). La collection complète de l'Internationale Situationniste a été rééditée par Champ Libre. Signalons également les toujours accessibles publications de «Spartacus» qui remplirent également un grand rôle dans le renouveau des idées libertaires en France au cours des années 60 (nous tenons à signaler que vous pouvez trouver tout ce qui vient d'être cité à la librairie La Gryffe, 5 rue Sébastien Gryppe, 69007 LYON).

(4) cf l'article «La difficulté d'être anarchiste dans un pays du tiers-monde».

(5) Pour comprendre les positions de Mao il faut remonter à Lénine et à l'anomalie marxiste que représente la révolution russe. Pour Marx et les marxistes d'avant 14, la révolution ne pouvait se déclencher que dans les pays les plus industria-

lisés, là où le capitalisme avait épuisé toutes les possibilités de développement des forces productives. Le Parti bolchévique, fidèle à cette conception, incluait dans sa stratégie l'étape d'une révolution bourgeoise en Russie pour que, le tsarisme vaincu, la bourgeoisie russe crée les conditions d'une révolution prolétarienne. C'est seulement en 1917 (avec les «thèses d'avril») que Lénine, rompant avec la stratégie marxiste classique, formula la thèse d'une prise de pouvoir immédiate par le parti, celui-ci se chargeant de faire connaître au peuple russe toutes les étapes du développement économique qu'exige, pour les marxistes, la construction du socialisme.

Fondamentalement fidèles aux conceptions étroitement économistes marxistes, les bureaucrates politiques qui imposent leur domination en Chine ou au Viet Nam, et les partis marxistes léninistes qui rêvent d'en faire autant dans les pays du tiers monde, parlent toujours d'«étape démocratique», d'«union» avec les bourgeoisies nationales. Tactiquement c'est utile dans le cadre des alliances avec les éléments nationalistes de ces pays; idéologiquement c'est indispensable pour masquer les bases réelles de la domination de classe des bureaucraties qui se réclament du marxisme: la logique des rapports politiques, la logique des Etats-nations. Le plus souvent cette conception permet d'ailleurs aux fils des bourgeoisies et des petites bourgeoisies nationales d'imposer aux peuples du tiers-monde et au nom d'une «classe ouvrière» d'autant moins gênante qu'elle n'existe pas au moment de la révolution, les joies d'une «accumulation primitive» capitaliste accélérée.

(6) Voir AGORA n.7 octobre-novembre 81.

«AUTOUR D'UN POÈME»

Quelques réflexions, sans ordre ni méthode, que je vous livre simplement. Lors d'un dernier passage à une réunion d'IRL, où je ne viens plus souvent, distance oblige, un copain a émis avec une certaine nostalgie cette remarque: « Alors, nous n'avons pas de poème pour ce numéro d'IRL? ». Mon p'tit cœur s'est tout de suite mis à battre à 120, pendant que mes oreilles se dressaient comme celles d'un lièvre. « Ben y avait les deux autres » a répondu quelqu'un, « mais non, ils étaient mauvais ». Jugement sans appel? Comment mauvais? Pourquoi mauvais? En soupçonnait-on l'authenticité? Je commence à interroger mon voisin de gauche puis celui de droite: « qu'est-ce que la censure anarchiste vis-à-vis de la poésie, censure culturelle? censure affective? » Ca m'intrigue et me sollicite. J'écris des poèmes depuis plus de vingt cinq ans et je n'y peux rien: il y a des moments comme ça où ça vient, il y a aussi plus de vingt ans que ça m'est vraiment complètement égal que personne ne les lise et je n'embête pas les amis avec pour leur lire ou savoir s'ils sont bons ou mauvais; je ne m'en torture pas non plus l'esprit. J'ai commis entre autres œuvres « un fils » qui, de temps en temps, m'appelle de Paris (ça fait cher la minute) et qui, lui, improvise de la musique. Comme moi, il se trouve toujours fâché d'un jugement quel qu'il soit sur une œuvre spontanée (les siennes ou d'autres) d'où qu'elles viennent; et il me lisait, l'autre jour un poème de révolte qu'il venait d'écrire sur les jugements et critiques d'« art ». Il disait entre autres:

*« J'aime ce qui me plaît et qui me saute
au cœur »
et tous vos jugements, n'y pourront rien
changer...*

Ce qui me plaît, ce qu'il faut aimer au nom de quoi? La peste émotionnelle? la culture (mais laquelle), la mode. Moi, je peux vous dire que je n'analyse plus et depuis bien longtemps ce que j'aime. Est-ce que j'aime ou je n'aime pas mes poèmes, je ne me pose plus la question; il sont sortis de moi et, bien souvent, je ne les regarde plus. Mais, dans les poèmes que je lis ou j'entends, je ne me sens sollicité que par l'authenticité d'une recherche, l'expression et le désir de communication.

Comme j'ai eu cette réaction vis-à-vis de la censure de la poésie, un copain m'a dit: « Oui mais tu comprends, on ne peut tout de même pas publier n'importe quoi ». Je suis restée songeuse un moment. « N'importe quoi? » des mecs qui envoient des poèmes à IRL, qui connaissent et lisent IRL, avaient-ils seulement le désir d'écrire n'importe quoi et simplement de se voir publié: vedetté quoi... Ca me surprendrait un peu ou alors, c'était moi qui me trompais de journal, ou eux.

A ce moment-là, j'entends encore « Alors pour les poèmes... ». D'un seul la malice m'a pris. « Et bien quoi, vous voulez un poème! Bon, je vous en fait un tout à l'heure... pas tout de suite car

je ne peux pas sur commande mais je vous téléphone demain. Et je ne le ferai pas exprès! » (Je signale entre autres qu'IRL m'en a déjà « pris » et s'il l'a fait pour me faire plaisir, je peux dire que ça ne m'a pas plus fait plaisir que s'il ne les avait pas pris parce que je ne les avais pas écrits pour ça et que si je les avait lus, c'était en dehors d'une réunion et simplement pour me faire comprendre parce que parler... Ca ne m'a pas déplu non plus qu'on les publie mais je ne leurs ai pas attaché plus de valeur qu'à des centaines d'autres que je n'ai jamais eu l'occasion ni cherché de montrer).

Septicisme des copains « et s'il est pas bon! » etc... je veux les pousser dans les critères de jugement, ça m'intéresse. « Mais il sera bon puisque je l'aurai écrit » dis-je. Je sais bien qu'en ce moment j'aurai sûrement l'occasion d'en écrire un et je verrais bien...

La discussion passe à autre chose. Sturm, intéressant d'ailleurs, pédophilie, Nicaragua... Je me sens toujours concernée pour ce qui se passe et la façon dont on en parle.

La réunion est finie. Alors que tout le monde s'en va, je repense « au poème » (quelqu'un vient encore d'en parler).

« Attendez, justement j'en ai un là — je l'ai écrit dimanche, dans le TGV (Poème rapide 260 à l'heure) alors que je n'avais pas d'autre papier sur moi que mon petit carnet de notes à mes élucubrations (1) libertaires. Je vous le lis ».



Quelques uns restent.

*« Je suis allée au marché à la ferraille
J'ai acheté des chaînes
De lourdes chaînes
Pour toi mon amour »
Je ne t'ai pas trouvée aux Marchés
aux esclaves*

*Toi mon amour
Sans entrave
Sans interdit et sans tabou
Et sans « nous »*

*J'ai acheté de lourdes chaînes
Pour toi mon amour
Elle te lie passion sans haine
Hier, demain et pour toujours-*

*Ces chaînes ne feront j'en suis sûre
Que me permettre de voler
Vers le soleil de ta liberté
Dans la neige et la « belletée »
Je les mettrai pour toi « ma fée »
A ma voiture.*

Un éclat de rire... De quelques uns restés sur le seuil. Depuis il m'est arrivé de le lire à des amis, pour voir. Un éclat de rire l'a toujours salué. Plagiat de Prévert (on a la culture qu'on peut). Mais, de toute façon, quand je l'ai écrit je venais effectivement d'acheter des « chaînes » et c'était effectivement les seules chaînes que je ne mettrai jamais moi-même et aux autres dans mes « propriétés » affectives. « A bas la propriété! ». En plus, je pensais aussi vraiment dans le TGV la petite que j'aime et qui m'aime, éternité dans l'instant. Ca vous fait rire! Mais c'est tout de même un poème d'amour! Et puis je ne savais pas si je l'aimais ou pas ce poème. Mais quelqu'un a dit: « Moi, j'aime pas ». Donc refusé, rejeté mais accepté par le rire, et bien je vais vous le dire, maintenant je l'aime bien ce petit morceau de rien du tout écrit comme il est venu en cinq minutes et qui a fait rire et qu'on a rejeté. Même qu'il soit jugé sans « valeur ». Je l'aime bien, na! et puis tout ce blabla autour d'un poème et bien ça permettra peut-être de le faire passer.

Ca y est j'suis une vedette!

*l'anarpoète
Odette*

Réflexion profonde. Définir les critères anarchistes de jugement sur la poésie voilà un problème de fond pour IRL et en fait ça m'intéresse énormément. A l'aide!

(1) Le dernier né de ces carnets s'appelle « A Faunes » (avec un A cerclé) « La voix du sans maître » et est à lui tout seul pour moi tout un symbole de l'autogestion (autodigestion même) puisqu'il est en principe entièrement pensé, écrit, illustré et lu par la même personne.

COUP D'OEIL SUR LE MONDE

Certaines radios libres ouvrent leurs micros un peu à n'importe qui: D'anciens taulards disent les brimades et le quotidien de l'enfernement. Des éducateurs parlent des drogués sans condamner à priori. Des lycéens se permettent de critiquer leurs profs. Des pédés racontent ce qu'ils vivent...

C'est une parole parfois anarchique et imprévisible. Et si cela conduisait les gens à remettre en question les idées reçues et les préjugés solides? C'est là un danger qui menace les fondements de notre société et sa morale judéo-chrétienne; c'est pourquoi il est important de contrôler les radios libres. Nous faisons entièrement confiance à Mr Fillioud pour cela.

Li Shuang est incarcérée par les autorités chinoises pour avoir vécu chez un étranger: son fiancé Emmanuel Bellefroid, diplomate à l'ambassade de France à Pékin. A propos de cette affaire, Pierre Mauroy a déclaré: «Le gouvernement entend poursuivre le dialogue avec les autorités chinoises. La raison d'Etat retrouvera ses droits mais le gouvernement français a jugé indispensable d'affirmer aussi celui d'aimer».

Le jour où le droit d'aimer l'emportera définitivement sur la raison d'Etat, il sera difficile aux anars de toujours voir en l'Etat la cause de tous les maux.

En ville, l'un des plus grands dangers qui nous menace, chacun le sait bien, ce sont ces inquiétantes rues réservées aux piétons.

D'ailleurs tout le monde est bien d'accord la-dessus, puisque Chirac a dit: «Si au premier janvier la situation n'est pas améliorée dans les voies piétonnes, je serais dans l'obligation soit de les supprimer, soit de créer une police municipale».

C'est également l'avis du préfet de police nommé par le nouveau gouvernement qui déclarait: «C'est très joli de vouloir de nouvelles zones piétonnes, mais cela ne simplifie pas la tâche de la police. Nous ne tenons donc pas à voir se multiplier à Paris des zones piétonnes ni de trop longues artères réservées aux piétons».

Nous souscrivons entièrement aux propos de l'un et de l'autre. Et une ville vraiment humaine doit être modelée d'abord pour faciliter la tâche de la police. Poussons le raisonnement jusqu'au bout, osons le dire: notre sécurité sera enfin pleinement assurée lorsque les rues seront définitivement interdites aux piétons.

I.R.L., journal d'expressions libertaires - 13 rue Pierre Blanc 69001 Lyon.

Directeur de publication : Alain Thevenet

Commission paritaire : 55270

Imprimé par les :

Ateliers d'Impression Presse Nouvelle (A.I.P.N.), 48 rue Burdeau, 69001 Lyon.

NOTEZ : le numéro en haut à droite de votre adresse sur la bande d'expédition indique à quel numéro se finit votre abonnement. Nous vous demandons de vous réabonner dès que vous arrivez à échéance; nos tâches administratives en seront ainsi grandement facilitées.

REDACTION PARISIENNE

Désormais un groupe de copains parisiens participe à la rédaction d'IRL. Pour entrer en contact avec lui, pour lui transmettre des informations, pour lui assurer un service de presse... une boîte aux lettres ignifugée:

IRL, c/o IMAGINE, 11 rue de Lappe, 75011 PARIS.

IRL vous intéresse ?

Voici le numéro 43 d'IRL. Encore une fois, nous sommes en retard sur les délais que nous nous étions fixés. Il s'avère que nous aurons du mal à tenir la périodicité mensuelle. A cela plusieurs raisons: d'abord le petit nombre de copains qui participent à la rédaction et à la fabrication d'IRL. Il suffit que l'un ou l'autre d'entre nous soit moins disponible pour que le résultat s'en ressentent. Cela entraîne une certaine fatigue et parfois un certain découragement de notre part.

Les résultats des appels financiers que nous avons lancés à deux reprises n'ont pas répondu, et de loin, à ce que nous attendions. Pourtant, nous recevons régulièrement des chèques et des lettres d'encouragement. Mais ce n'est pas suffisant et, dans un délai assez bref, l'existence même d'IRL risque d'être mis en péril.

De notre côté, nous allons réduire les frais, supprimer la couleur, rogner le plus possible. Nous allons aussi, sans doute, supprimer la distribution dans les kiosques, puisque les MLP n'ont pas pu nous fournir des chiffres détaillés quant au résultat de cette tentative. Et, en attendant, ça nous coûte cher. Alors, les copains, si IRL ne vous intéresse pas, ne faites rien.

S'il vous intéresse: premièrement abonnez-vous, abonnez le plus de gens possible autour de vous et envoyez le plus d'argent possible.

Deuxièmement, venez faire IRL avec nous ou simplement nous donner un coup de main.

Troisièmement, envoyez ou mieux apportez vos idées, articles, suggestions, photos, dessins, photos, etc...

Sinon, l'existence d'IRL sera remise en cause.

Une réunion-débat extraordinaire des lecteurs-lectrices d'IRL pour discuter les points ci-dessus exposés se tiendra à la librairie LA GRYPPE, 5 rue Sébastien Gryphe 69007 Lyon (tél. 861-02-25), le samedi 20 février 1982 à 15h30.

FORMULAIRE D'ABONNEMENT

NOM..... PRENOM.....

ADRESSE.....

CODE POSTAL..... VILLE.....

Abonnement pour 10 numéros (1 an): 70 francs

Abonnement 5 exemplaires pendant 10 numéros: 300 francs

Chèques à libeller à l'ordre de: IRL CCP 4 150 95 N LYON

et à adresser à: IRL c/o ACLR 13 rue Pierre Blanc 69001 LYON

POLOGNE: LA DICTATURE ~~DU PROLETARIAT~~

